



Des ministres et des hauts responsables politique et sécuritaire devant les juges

La justice poursuit son cours

Page 3

Tipasa

Neutralisation d'une bande spécialisée dans le trafic d'héroïne

Page 24

Les DEBATS

Votre quotidien national

1 922 cas d'agressions physiques sur le personnel médical

Nos hôpitaux livrés à la violence

La violence et les agressions dont sont victimes les professionnels de santé dans l'exercice de leur fonction est un phénomène préoccupant. Aujourd'hui, nous assistons à une recrudescence «effrayante» de ce phénomène avec 1 922 cas d'agressions physiques et 27 909 agressions verbales enregistrées au cours du premier semestre de l'année 2019 au niveau national, selon les chiffres communiqués par le ministre de la Santé.

Page 2



Réformes et modernisation de la législation

Plus qu'une mise à niveau, un chantier législatif



Par Saâd Taferka

Avec l'évolution accélérée des événements politiques, économiques et sociaux, la législation algérienne est appelée, dans presque tous les domaines, à connaître une actualisation et une mise à jour à la hauteur des changements qui s'opèrent dans la société.

L'appareil législatif actuel, fondé sur le bicaméralisme parlementaire (APN et Conseil de la nation), est quelque peu «grippé», n'ayant pas, pendant de longs mois, débattu ou adopté de projets de loi - hormis le texte du projet de la Loi de finances 2020 qui leur sera soumis dans quelques semaines - et ce, en raison de la situation politique du pays après la démission de l'ancien président de la République. Néanmoins, après l'élection présidentielle, l'ensemble des Assemblées sont censées être renouvelées pour relégitimer l'ensemble des institutions élues et repartir sur des bases solides pour un nouveau contrat social rompant avec l'ancien régime.

L'étape qui suivra ainsi, sera celle de la refondation de la gouvernance politique, économique et sociale ; ce qui suppose l'ouverture d'un chantier législatif de grande envergure, lequel touchera l'ensemble des domaines d'activité, allant des collectivités locales jusqu'aux grands investissements, en passant par les réformes des finances, l'adoption de mesures de lutte contre les effets des changements climatiques, la réhabilitation de l'Université et de la recherche scientifique, l'accélération du processus d'accès aux énergies renouvelables... etc.

Déjà, au cours de ces dernières années, un certain nombre de lois ou règlements a été «retouché» ou amendé afin que le gouvernement se donne les moyens - même parfois provisoires - de faire face à la crise financière issue de la contraction des revenus pétroliers.

Page 4

Pour qu'elle soit adaptée au contexte international Sonatrach juge «urgent» de promulguer une nouvelle loi sur les hydrocarbures

Page 6



1 922 cas d'agressions physiques sur le personnel médical

Nos hôpitaux livrés à la violence

La violence et les agressions dont sont victimes les professionnels de santé dans l'exercice de leur fonction est un phénomène préoccupant. Aujourd'hui, nous assistons à une recrudescence «effrayante» de ce phénomène avec 1 922 cas d'agressions physiques et 27 909 agressions verbales enregistrées au cours du premier semestre de l'année 2019 au niveau national, selon les chiffres communiqués par le ministre de la Santé.



Par Karima Nacer

Le premier responsable du secteur de la santé, Mohamed Miraoui, a indiqué que «626 affaires judiciaires avaient été engagées par les établissements contre les auteurs d'agressions sur le personnel du secteur ou de la dégradation des biens publics».

Toutes les mesures prises par l'administration, à savoir les campagnes de sensibilisation, le changement des agents de sécurité et l'installation de caméras de surveillance, n'ont pas encore permis de venir à bout de ce phénomène qui n'épargne ni le personnel ni le matériel. Selon différents acteurs du secteur, les services des urgences médicales et d'obstétrique sont les plus touchés par les violences physiques ou verbales en milieu hospitalier, commises par les accompagnateurs des malades dans 90% des cas.

Si d'aucuns imputent les agressions à l'encontre des personnels des services des urgences médicales et d'obstétrique à la

pression qu'ils subissent face à la demande croissante, d'autres l'attribuent au manque de moyens, à la désorganisation qui règne dans certains établissements hospitaliers et à l'apparition de comportements étranges chez certains patients et accompagnateurs.

L'établissement hospitalier public Salim-Zemirli d'El Harrach, son service des urgences médico-chirurgicales est en première ligne, a estimé son directeur, Abdelhamid Bouchelouche. Certes, les agressions à l'encontre du personnel de cet établissement ont baissé, mais il n'en demeure pas moins que le phénomène «persiste», a affirmé le responsable, indiquant que l'administration avait à maintes fois fait appel aux services de sécurité pour mettre un terme aux agressions commises par les accompagnateurs à l'encontre du personnel. Le responsable a, en outre, fait savoir que l'administration a eu recours à la justice et que les auteurs d'actes de dégradation des biens de l'établissement ont été condamnés à de la prison. Quant aux affaires individuelles de violences à l'en-

contre des personnels hospitaliers, il a signalé que «de nombreuses victimes finissaient par retirer leurs plaintes par crainte de représailles».

Pour M. Abdeslam Bennana, directeur général du CHU Mustapha-Bacha, la propagation de ce phénomène, est due à plusieurs facteurs, notamment «la pression sur les services des urgences où 80% des cas admis ne représentent pas de véritables urgences».

Le chef de service psychiatrie au CHU Mustapha Bacha, le Pr Tayeb Benothmane a déploré que la famille du patient, dès qu'elle est informée de la non disponibilité d'un lit ou de l'impossibilité de prendre en charge le patient, rejettent les solutions proposées et se livrent à des incivismes en s'en prenant à tout ce qui relève de l'établissement.

Pour faire face à ce phénomène, le ministre de la Santé, Mohamed Miraoui, a fait état hier, d'une série de mesures «d'urgence» prise pour faire face au phénomène des agressions contre les personnels des établissements de santé. Ces mesures por-

taient sur l'organisation des services accueillant les patients et leurs accompagnateurs, la formation des agents de sécurité au niveau de ces établissements et des instructions données aux responsables des établissements relevant du secteur en vue d'ester en justice les auteurs de ces actes. Il a fait état, par ailleurs, d'un projet en cours d'évaluation portant sur la possibilité de recourir à la signature de conventions avec des entreprises de gardiennage compétentes conformément à la loi. Aussi, le département de la santé a exhorté l'ensemble des superviseurs des établissements sous tutelle à ouvrir des pages sur les réseaux sociaux devant constituer une plateforme où les citoyens peuvent s'exprimer en toute liberté.

K.N.

Secteur de l'Information Le ministre de la Communication procède à l'actualisation des textes juridiques

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Hassan Rabehi, a affirmé, hier à Alger, que le ministère «procède à l'actualisation des textes juridiques régissant le secteur de l'Information pour les soumettre au gouvernement», dans le cadre de l'organisation et du développement du secteur.

Dans une déclaration à la presse, en marge de l'ouverture des travaux de la 4^{ème} session de formation du réseau des journalistes algériens pour le renforcement des droits de l'enfant, le ministre a précisé que ces textes tendaient principalement «à renforcer les lois actuelles régissant le secteur de l'information et à garantir les droits des acteurs du champ médiatique national».

Les responsables des entreprises de médias, particulièrement celles du secteur privé, «doivent appliquer ces lois sur le terrain, en toute responsabilité et objectivité», a estimé M. Rabehi.

Le ministre, qui veille à impliquer les professionnels de l'information et de la communication dans l'élaboration de ces textes, à travers «une large consultation», a indiqué que les portes du ministère «restent ouvertes pour écouter les préoccupations de tous les travailleurs du secteur et les prendre en charge dans le cadre de la loi».

Reda A.

Mesures au profit du Sud et des Hauts-Plateaux

Les syndicats de la santé se félicitent

Les principaux syndicats relevant du secteur de la santé «se sont félicités» dimanche des mesures, annoncées la veille par le gouvernement, au profit des médecins exerçant dans le Sud du pays et les Hauts-Plateaux, considérant qu'elles traduisent «une volonté politique», tout en plaidant pour leur application effective sur le terrain.

«Pour peu qu'elles ne soient pas des effets d'annonce, ce sont des décisions très positives et nous les avons revendiquées depuis longtemps. Le gouverne-

ment s'est finalement rendu compte du vide existant en matière de spécialistes de la santé dans les régions du Sud et des Hauts-Plateaux», a d'emblée commenté, dans une déclaration à l'APS, le président du Conseil national de l'Ordre des médecins algériens, le Dr Mohamed Berkani Bekkat.

Tout en considérant que les mesures annoncées traduisent «une volonté politique» des autorités, ce dernier s'est notamment félicité de la revalorisation du salaire des praticiens, de la levée du gel sur les projets relevant du sec-

teur de la santé et des dispositions inhérentes au service civil.

Cela étant, il a suggéré, s'agissant de la revalorisation du salaire, d'y apporter «plus de visibilité et de clarté», dans la mesure où, s'est-il interrogé, «il s'agit de savoir si cette mesure concerne le salaire de base ou bien les indemnités, lequel cas elle serait moins intéressante». Tout en relevant également «l'importance» des incitations au profit du secteur privé, le Dr Bekkat a déploré, néanmoins, que «les partenaires sociaux n'aient pas été associés au pré-

lable pour les décisions prises», plaidant pour la nécessité «d'en informer les professionnels de la santé». «Cela étant, l'essentiel est que ces mesures aient été prises, car la santé devrait toujours être au centre des préoccupations du gouvernement. Elle a un coût certes, mais également un prix», a conclu le Dr Bekkat.

«Il était temps, tant mieux. Cela nous conforte sur l'existence d'une volonté politique», a déclaré, de son côté, le président du Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (Snpsp), le

Mohamed Yousfi, rappelant «avoir soumis depuis très longtemps ces propositions, à tous les niveaux de responsabilités et à maintes reprises».

Pour le représentant de ce corps de praticiens, premiers concernés par le service civil, il s'agit, à présent, «de mettre en pratique ces décisions», estimant que l'application de ce régime a été jusque-là «anticonstitutionnelle», défendant l'idée d'une «ouverture spécialisée pour toute l'Algérie».

H. T.

ÉVÈNEMENT

Des ministres et des hauts responsables politique et sécuritaire devant les juges

La justice poursuit son cours

Alors que s'est ouvert hier, le procès de Saïd Bouteflika, Tartag, Toufik et Louisa Hanoun à Blida, Boudjemaâ Talaï a été placé sous mandat de dépôt à l'issue de son audition tandis que le sort de Tliba et Smaïl Benhaladi sera connu demain.



Par S. A. Mohamed

L'ancien ministre des Transports et des Travaux publics, Boudjemâa Talaï, a été placé en effet hier, sous mandat de dépôt à la prison d'El Harrach, à l'issue de son audition par le juge instructeur près la Cour suprême à Alger, a-t-on appris auprès de cette Cour. Boudjemaâ Talaï, qui est également député à l'Assemblée populaire nationale (APN), est accusé, notamment d'abus de fonction et de dilapidation de deniers publics. Il est à rappeler que le ministère de la Justice avait demandé, en juin dernier, la levée de son immunité parlementaire. Dans le même registre, les deux députés Baha-Eddine Tliba et Smaïl Benhamadi, ne tarderont pas sûrement à connaître le même sort. C'est juste une question de temps et de procédures, qui commence par la levée de l'immunité parlementaire. Le bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a décidé, dimanche, de tenir une séance, mercredi, en vue d'examiner la demande introduite par le ministre de la Justice, Garde des

Sceaux, relative à la levée de l'immunité parlementaire des deux députés, Baha-Eddine Tliba et Smaïl Benhamadi, a indiqué un communiqué de cette instance législative. Le bureau de l'APN «a tenu, dimanche, une réunion présidée par Slimane Chenine, entamée par l'examen des rapports de la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés concernant la demande du ministre de la Justice, garde des Sceaux, relative à la levée de l'immunité dont jouissent les deux membres, (Baha-Eddine Tliba et Smaïl Benhamadi)», lit-on dans le communiqué. Le bureau «a décidé, à cet effet, de tenir une séance de l'Assemblée, mercredi prochain, le 25 septembre courant, à 10h», précise la même source.

Par ailleurs, deux ex-responsables du Renseignement, Mohamed Mediene dit Toufik et Athmane Tartag, un ex-conseiller à la Présidence de la République, Saïd Bouteflika, et un responsable d'un parti politique, Louisa Hanoune, ont comparu hier devant le tribunal militaire de Blida pour «atteinte à l'autorité de l'Armée» et

«complot contre l'autorité de l'Etat», des faits prévus et punis par les articles 284 du Code de justice militaire et 77 et 78 du Code pénal.

Ils ont été placés le 5 mai dernier en détention provisoire par le juge d'instruction près le tribunal militaire de Blida.

L'article 284 du Code de justice militaire stipule que «Tout individu coupable de complot ayant pour but de porter atteinte à l'autorité du commandant d'une formation militaire, d'un bâtiment ou d'un aéronef militaire, ou à la discipline ou à la sécurité de la formation, du bâtiment ou de l'aéronef, est puni de la réclusion criminelle de cinq à 10 ans». Il définit qu'il y a complot «dès que la résolution d'agir est concertée et arrêtée entre deux ou plusieurs individus».

Le maximum de la peine est appliqué aux militaires les plus élevés en grade et aux instigateurs dudit complot. Si le complot a lieu en temps de guerre, ou sur un territoire en état de siège ou d'urgence, ou dans toutes circonstances pouvant mettre en péril la sécurité de la formation, du bâtiment ou de l'aéronef, ou a pour but de peser

sur la décision du chef militaire responsable, le coupable est puni de mort.

La justice continue ainsi de faire son travail. D'autres procès sont aussi attendus puisque plusieurs autres personnalités dont les anciens premiers ministres Sellal et Ouyahia sont en prison ainsi que des hommes d'affaires, qui seraient tous impliqués dans des affaires de corruption et de dilapidation de deniers publics. S. A. M.

Selon Charfi

La prochaine présidentielle sera à la hauteur des aspirations du peuple

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), Mohamed Charfi, a affirmé, dimanche à Dar El Beida (Alger), que l'élection présidentielle, prévue le 12 décembre prochain, sera «à la hauteur des aspirations du peuple» à la faveur de la révision des lois électorales et «l'adoption d'une nouvelle application» pour l'assainissement des listes électorales. Inspectant l'opération de la révision exceptionnelle des listes électorales à la commune de Dar El Beida, M. Charfi a déclaré que «le prochain scrutin présidentiel sera à la hauteur des aspirations du peuple algérien, tel qu'il attendait de la création de l'Anie conformément aux articles 7 et 8 de la Constitution et ce, à la faveur de la révision des lois régissant les élections qui ouvrent la voie à la participation du citoyen et garantissent son droit à choisir le président de la République», annonçant «l'adoption d'une nouvelle application pour l'assainissement des listes électorales». Cette application, «garantit l'efficacité et facilite l'assainissement des listes électorales à travers le traitement automatique de la situation de l'électeur», et «met fin aux procédures complexes qui ont constitué un fardeau pour le citoyen», a-t-il précisé, assurant que grâce à cette application, «le citoyen souhaitant s'inscrire n'a qu'à se rapprocher de la commune de naissance ou de résidence, et le reste de la procédure se fera automatiquement». T. K.

Algérie/France

Boukadoum s'entretient à New York avec son homologue français

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, s'est entretenu, dimanche à New York, avec son homologue français, Jean Yves Le Drian, a indiqué le ministère dans un communiqué. Lors de cet entretien, en marge de la 74^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations unies, les deux ministres «ont passé en revue l'état de la coopération bilatérale et les perspectives de son renforcement», a-t-il ajouté. Selon la même source, les questions de la circulation des personnes et de l'investissement ont fait l'objet d'un échange approfondi lors de cette rencontre. Les deux ministres ont également procédé à «un échange de vues sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment la situation en Libye au Mali et au Sahara occidental», a-t-on encore souligné. R. L.

Bilal L.

Présidentielle du 12 décembre

39 postulants à la présidentielle retirent les formulaires de souscription

Trente-neuf postulants à la candidature pour la présidentielle du 12 décembre 2019 ont procédé, jusqu'à hier, au retrait des formulaires de souscription des signatures, a-t-on appris auprès du chargé de communication au niveau de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), Ali Draâ.

Parmi ces postulants à la candidature pour le prochain scrutin présidentiel figure des indépendants ainsi que des chefs de partis politiques, dont Ali Benflis, président du parti Talaïe El Houriet, Abdelaziz Belaïd, président du Front El Moustakbal, Aïssa Belhadi, président du Front de la bonne gouvernance, Abdelkader Bengrina, président du mouvement El Bina, Ali Zeghdoud, président du parti du Rassemblement algérien (RA) et Mourad Arroudj, président du parti Errafah, a précisé le même responsable.

Pour sa part, le parti de l'Alliance natio-

nale républicaine (ANR) a indiqué, dans un communiqué, que sa direction «a adressé une correspondance au président de l'Anie pour exprimer son intention de constituer le dossier de candidature». Cependant, poursuit le parti, «la décision de sa participation à la prochaine présidentielle sera tranchée lors de la conférence nationale des bureaux de wilaya du parti prévue samedi prochain».

La nouvelle loi organique relative au régime électoral fait obligation aux candidats à la présidentielle de présenter 50 000 signatures individuelles au moins, d'électeurs inscrits sur une liste électorale. Ces signatures doivent être recueillies à travers au moins 25 wilayas. Le nombre minimal des signatures exigées pour chacune des wilayas ne saurait être inférieur à 1 200.

La déclaration de candidature à la Présidence de la République résulte du dépôt, par le candidat lui-même, d'une

demande d'enregistrement auprès du président de l'Anie, stipule cette nouvelle loi, exigeant la nationalité algérienne d'origine pour le candidat qui doit être également titulaire d'un diplôme universitaire ou d'un diplôme équivalent.

L'Anie a la charge de préparer les élections, de les organiser, de les gérer et de les superviser et ce, dès le début de l'opération d'inscription sur les listes électorales et leurs révisions ainsi que les opérations de de préparation de l'opération électorale, des opérations de vote, de dépouillement et se prononcent sur le contentieux électoral jusqu'à l'annonce des résultats provisoires.

Composée de 50 membres, l'Anie présidée par l'ancien ministre de la Justice, Mohamed Charfi, est chargée de réceptionner les dossiers de candidatures pour l'élection du président de la République et d'y statuer.

Réformes et modernisation de la législation

Plus qu'une mise à niveau, un chantier législatif

Avec l'évolution accélérée des événements politiques, économiques et sociaux, la législation algérienne est appelée, dans presque tous les domaines, à connaître une actualisation et une mise à jour à la hauteur des changements qui s'opèrent dans la société.



Par Saâd Taferka

L'appareil législatif actuel, fondé sur le bicaméralisme parlementaire (APN et Conseil de la nation), est quelque peu «grippé», n'ayant pas, pendant de longs mois, débattu ou adopté de projets de loi - hormis le texte du projet de la Loi de finances 2020 qui leur sera soumis dans quelques semaines - et ce, en raison de la situation politique du pays après la démission de l'ancien président de la République. Néanmoins, après l'élection présidentielle, l'ensemble des Assemblées sont censées être renouvelées pour relégitimer l'ensemble des institutions élues et repartir sur des bases solides pour un nouveau contrat social rompant avec l'ancien régime.

L'étape qui suivra ainsi, sera celle de la refondation de la gouvernance politique, économique et sociale; ce qui suppose l'ouverture d'un chantier législatif de grande envergure, lequel touchera l'ensemble des domaines d'activité, allant des collectivités locales jusqu'aux grands investissements, en passant par les réformes des finances, l'adoption de mesures de lutte contre les effets des changements climatiques, la réhabilitation de l'Université et de la recherche scientifique, l'accélération du processus d'accès aux énergies renouvelables...etc.

Déjà, au cours de ces dernières années, un certain nombre de lois ou règlements a été «retouché» ou

amendé afin que le gouvernement se donne les moyens - même parfois provisoires - de faire face à la crise financière issue de la contraction des revenus pétroliers. Les licences d'importation (2016), l'élaboration d'une liste de produits interdits à l'importation (2017), le droit additionnel (taxe) grevant les produits d'importation avec des taux différents (2018), le réaménagement de la Loi sur la Monnaie et le Crédit (2017) ayant permis à la Banque d'Algérie de financer le Trésor avec le procédé non conventionnel (planche à billets), avec une production de quelque 60 milliards de dollars de billets de banque, et, enfin, la limitation des importations de pièces pour montage de voitures, avec un système de quotas annuels à ne pas dépasser par les constructeurs.

Du pain sur la planche

Ce sont là quelques prémices qui annoncent des changements profonds dans la législation. On parle, depuis plus d'une année, de la préparation d'un nouveau Code des collectivités locales qui va remplacer les deux codes actuels : celui de la commune et celui de la wilaya. De même, des idées commencent à circuler pour apporter des amendements au Code des marchés publics datant de 2015. Une nouvelle loi sur les investissements n'est pas, non plus, à exclure, cela, après que la Loi sur l'investissement de 2016 eut montré ses limites objectives. En attendant la révision globale

de ce texte, le gouvernement a déjà anticipé certains changements qu'il juge pressants, à l'image de la règle de l'actionnariat avec les partenaires étrangers (51/49 %), établie il y a une dizaine d'années, promise à la suppression dans la Loi de finances 2020. Elle sera gardée pour les secteurs ou créneaux jugés stratégiques.

Les prochains exécutifs et le prochain Parlement auront assurément du pain sur la planche pour adapter la législation algérienne aux changements profonds qui s'opèrent dans le champ économique et social, tous secteurs confondus (industrie, agriculture, tourisme, jeunesse, sports, culture, énergies renouvelables, changements climatiques, métiers verts, petites et moyennes entreprises, système bancaire, nouvelles technologies de l'information et de la communication, administration et décentralisation...).

Quelles compétences pour les nouvelles tendances du droit ?

30 ans après la Constitution de février 1989, à laquelle nous devons la séparation théorique des pouvoirs et l'indépendance de la justice, l'avancée des changements sur le terrain a nettement marqué le pas, d'autant plus qu'à partir de 1992, l'Algérie allait vivre une longue parenthèse terroriste qui a mis en veilleuse toute volonté de concrétiser les idéaux conte-

entreprises, l'accès aux nouveaux médias et aux réseaux sociaux, la protection du consommateur contre des dangers jusqu'ici inconnus, l'effort de participation à l'atténuation des effets des changements climatiques, l'intérêt grandissant pour la protection du patrimoine culturel matériel et immatériel, la modernisation de la gestion des villes (architecture, urbanisme, cadre de vie), la défense de la déontologie médicale, la lutte contre les inégalités sociales, la lutte contre la drogue, la corruption et la cybercriminalité, le travail pour assurer l'attractivité pour les IDE et les flux touristiques, la modernisation de l'administration publique et du système fiscal, constituent imparablement des défis pour le relèvement desquels seront sollicitées et exigées de nouvelles compétences dans tous les secteurs y afférents et une stratégie de spécialisation dans les services de la justice afin d'assurer l'efficacité dans l'application du droit commercial, fiscal, foncier, maritime, des affaires, du travail, de la santé...etc. D'où, par voie de conséquence, des efforts immenses à faire dans le domaine de la formation dans ces métiers et, éventuellement, dans l'ouverture d'écoles spécialisées et de tribunaux spécialisés.

Des commissions de réformes «oubliées»

Face au volume du travail en matière de législation devant accompagner les changements politiques, économiques et sociaux, le prochain chantier législatif nous rappelle et nous renvoie à l'idée des commissions des réformes instituées au début des années 2000 par l'ancien président de la République et dont les rapports n'ont presque jamais été exploitées, ni même médiatisés ou vulgarisés. Nous faisons référence à la commission des réformes des structures et missions de l'Etat et à celle des réformes de la justice. Ces deux commissions ont abattu un travail colossal, à la mesure des défis de l'époque, et qui, majoritairement demeurent les mêmes aujourd'hui. Elles avaient malheureusement servi plutôt de faire-valoir afin de présenter une façade «moderniste» et «fréquentable» de l'ancien système. Les quelques bribes qui ont «fuité» de ces deux rapports avaient soulevé bien des espoirs auprès d'un certain nombre d'acteurs politiques et avaient même permis à l'ancien président d'intégrer dans son gouvernement des ministres venant d'un horizon très éloigné du sien. L'expérience avait fait chou blanc, et la montée en flèche de la rente pétrolière à partir de 2004 avait «grisé» le système dans son ensemble à telle enseigne qu'aucune réforme allant dans le sens de la modernisation de l'économie et de la démocratisation du pays ne pouvait avoir preneur dans le sérail politique de l'époque. Ce fut de cette manière qu'a été scellé un pacte rentier et clientéliste - au lieu d'un véritable contrat social entre gouvernants et gouvernés - et qui allait déboucher inévitablement, presque 20 ans plus tard, sur le ras-le-bol qui, en février 2019, prendra le nom de «hirak» (mouvement populaire).

S. T.

Prix du pétrole

Le Brent à plus de 64 dollars

Les prix du pétrole baissaient hier, en cours d'échanges européens, lestés par un indice PMI décevant pour le secteur manufacturier en zone euro.



Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 64,04 dollars à Londres, en baisse de 0,37% par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour livraison en novembre, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, s'échangeait à 57,80 dollars, 0,50% de moins que la semaine dernière.

Les indices du PMI «ne sont pas particulièrement rassurants, surtout dans un contexte où la croissance mondiale et la demande en pétrole ralentissent», a expli-

qué Craig Erlam, analyste.

Selon un indice provisoire publié lundi par le cabinet IHS Markit, la production manufacturière en zone euro a encore reculé en septembre à 45,6 points, après une baisse en août (47 points). Une valeur inférieure à 50 signale une contraction de l'activité, tandis qu'un indice supérieur à ce seuil traduit une expansion.

L'activité privée de la zone euro s'établit à 50,4 points, son plus bas niveau en six ans, contre 51,9 en août, tandis que l'indice du secteur des services s'établit à 52 points, contre 53,3 points le mois dernier.

Tous ces chiffres sont inférieurs aux attentes des analystes.

Pourtant, des doutes quant aux promesses de relance de la production saoudienne, «combinés aux risques géopolitiques soutenus dans la région», soutenaient les cours du pétrole avant la publication des PMI, selon les analystes.

En effet, le *Wall Street Journal*, dans un article publié dimanche, cite des responsables saoudiens en évoquant des retards de «plusieurs mois» dans les travaux de reconstruction des sites touchés par les attaques ainsi que des «discussions d'ur-

gence» entre Aramco, compagnie pétrolière d'Etat saoudienne, et ses fournisseurs dans le but d'accélérer les travaux. Le gouvernement saoudien avait pourtant assuré la semaine dernière que la totalité de la production saoudienne pourrait être rétablie d'ici quelques semaines.

Les attaques d'il y a 10 jours contre l'usine de traitement d'Abqaiq, la plus grande de pétrole de Khurais, dans l'est du pays, ont diminué de moitié la production du premier exportateur mondial de pétrole, soit 5% de la production totale.

R. L.

Algérie-UE

Tenue d'un séminaire sur le Programme d'appui jeunesse et emploi

Un séminaire national d'information et de communication du Programme d'appui jeunesse et emploi (Paje) se tiendra aujourd'hui à Alger, a-t-on appris hier, auprès des organisateurs.

Cet important événement du Paje qui clôt un cycle de quatre séminaires régionaux de visibilité, se décline en trois dynamiques pour l'insertion et l'emploi des jeunes, selon la même source, précisant qu'il s'agit de l'accompagnement à l'insertion des jeunes, du développement d'une économie sociale et solidaire et enfin, du soutien aux initiatives associatives. Les travaux de ce séminaire vont permettre de communiquer sur les résultats du programme à travers la présentation des plateformes Cap jeunesse qui sont aujourd'hui opérationnelles à titre expérimental dans les quatre wilayas pilotes, à savoir Annaba, Béchar, Khenchela et Oran, la présentation des résultats de l'appui à la structuration de l'économie sociale et solidaire, ainsi que la présentation des résultats de la contribution au développement associatif Codeva, destinée à financer des projets associatifs, favorisant l'insertion socio-professionnelle des jeunes dans les quatre wilayas pilote. Ce séminaire est placé sous le patronage du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, et verra aussi la participation du ministre des Affaires étrangères, la Délégation de l'Union européenne en Algérie (DUE), des institutions et structures nationales impliquées (Ansej, Angem, Anem, CNA et ADS), des représentants des quatre wilayas pilotes, des bénéficiaires de subventions de la Codeva, des Programmes de coopération Algérie-UE et Représentants de Programmes coopération bilatérale et multilatérale en lien avec la thématique. Pour rappel, le PAJE est le fruit d'une convention de co-financement entre la l'Algérie et l'Union européenne, signée en décembre 2012, d'un montant de 26 millions d'euros, dont 23,5 millions euros représentent la contribution européenne et 2,5 millions d'euros la contribution algérienne.

Il est destiné à la réalisation d'un programme d'appui au développement et à la mise en oeuvre des politiques nationales de la jeunesse et de l'employabilité des jeunes dénommé Programme d'appui jeunesse emploi (Paje).

Bilal L.

Tamanrasset

Instructions pour la livraison de l'aménagement de la RN1 avant la fin de l'année

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Mustapha Kouraba, a donné, dimanche à Alger, des instructions pour la livraison, avant la fin de l'année en cours, du projet d'aménagement de la RN 1 traversant la wilaya de Tamanrasset, particulièrement le projet des travaux de réaménagement de la RN1 traversant la wilaya et son réseau routier. Lors de cette réunion, un exposé exhaustif sur l'état de la RN 1 traversant la wilaya de Tamanrasset a été présenté au ministre. Les travaux sont effectués actuellement sur 300 km à partir des frontières Nord la reliant avec la wilaya de Ghardaïa. M. Kouraba a mis l'accent, dans ce cadre, sur l'importance que revêt ce projet pour les habitants de la région et les usagers de la route, soulignant que le gouvernement lui accorde l'intérêt nécessaire et assure un suivi permanent. «Le retard accusé dans la réalisation du projet est inacceptable», a lancé M. Kouraba, mettant l'accent sur l'impératif «accélération de la cadence des travaux et de veiller sur la qualité à même d'assurer la sécurité des routes et des usagers», fixant les délais de livraison du projet à la fin de l'année.

S. M.

Algérie-Canada

Protocole d'entente dédié à l'entrepreneuriat technologique

Un protocole d'entente dédié à l'entrepreneuriat technologique a été signé, hier à Oran, entre l'Ecole nationale polytechnique Maurice Audin (Enpo-MA) et le Service d'aide aux jeunes entreprises (Saje) de Montréal (Canada).

Le transfert d'expertise en formation à la gestion entrepreneuriale est au coeur du nouvel accord de coopération, paraphé par le directeur de l'Enpo-MA, Mohamed Senouci et le directeur général du Groupe Saje, Abderrahmane Benariba.

Les responsables des deux parties se sont félicités de cette action de partenariat qui donne le ton au lancement de la 2^{ème} phase de réalisation d'un projet de création d'un Centre d'entrepreneuriat à vocation technologique (Cevt).

Dans leurs allocutions respectives, ils ont, notamment rappelé que la première phase avait été marquée, l'année dernière, par la formation de 22 enseignants de

l'Enpo-MA au management entrepreneurial.

Le directeur de l'Enpo-MA a également mis en exergue l'importance du futur Cevt, soulignant que cette initiative consolidera davantage le rapprochement entre le champ académique et le secteur socio-économique.

La vocation technologique assignée au Cevt permettra ainsi aux ingénieurs et doctorants de développer des projets de recherche en adéquation avec les attentes de l'industrie nationale, a-t-il expliqué.

L'entrée en service du Cevt est prévue durant l'année universitaire en cours, a fait savoir M. Senouci, annonçant qu'un appel à présentation de projets d'entreprises sera lancé en avril prochain à l'intention des jeunes candidats en quête d'accompagnement technique.

La cérémonie de signature s'est tenue en présence de recteurs d'autres établis-

sements d'enseignement supérieur à l'instar de l'Université des sciences et de la technologie Mohamed Boudiaf (Ustomb) et des Universités Oran1 Ahmed Ben Bella et Oran2 Mohamed Benahmed.

Le directeur général du Groupe Saje a, quant à lui, fait part de la volonté de son équipe à appuyer la mise en place d'un Cevt dans chacune des universités indiquées, rappelant à ce titre que son organisme a mené des actions similaires dans des universités de différents pays.

Les 22 enseignants formés durant la première phase de la collaboration ont, eux aussi, assisté à cette rencontre avant de prendre part à un atelier méthodologique donnant le ton aux activités de la 2^{ème} phase qui s'étend sur une année, selon les termes du nouveau protocole d'entente entre l'Enpo-MA et son partenaire canadien.

Reda A.

Pour qu'elle soit adaptée au contexte international

Sonatrach juge «urgent» de promulguer une nouvelle loi sur les hydrocarbures

La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a souligné hier, l'importance de promulguer en «urgence» une nouvelle loi sur les hydrocarbures afin de redynamiser ses activités en partenariat et augmenter leur part de production.



« La production d'hydrocarbures en partenariat représente le quart de la production nationale après avoir connu une contribution d'environ 33% en 2007. Ce fléchissement de la production en partenariat intervient dans un contexte ne laissant pas entrevoir de perspectives concrètes de regain d'activités», explique la compagnie nationale dans un document dont l'APS a obtenu une copie.

Cet environnement, poursuit Sonatrach, «rend plus que jamais nécessaire et urgent la promulgation d'une nouvelle loi sur les hydrocarbures, adaptée au contexte international et à même de faire valoir par l'Algérie son avantage concurrentiel».

Evoquant l'apport du partenariat, Sonatrach a estimé que le recours au partenariat constituait un choix «stratégique» pour l'Algérie qui visait à travers cette option le partage des risques liés à l'activité exploration et le bénéfice des apports technologique et financier nécessaires à la relance de l'activité des hydrocarbures.

A l'ouverture du domaine minier algérien au partenariat étranger afin de contribuer à son développement, la loi 86-14 a permis de conclure 83

contrats entre 1987 et 2005. La majorité de ces contrats sont des PSC (Contrat de partage de production), seulement deux contrats de type concession sous forme de participation et deux contrats de service à risque.

Sur ces 83 contrats, 47 contrats ont été conclus à travers la négociation directe avec les compagnies pétrolières internationales (IOC) et 36 contrats ont été attribués dans le cadre des appels à la concurrence lancés entre 2000 et 2005, rappelle le document.

Dans ce sens, le document cite en particulier le bassin de Berkine comme exemple de réussite de cette démarche de partenariat, soulignant que les travaux de recherches entrepris, suite à la promulgation de la loi 86-14, par les partenaires de Sonatrach dans ce bassin ont permis de révéler son potentiel, faisant de celui-ci un important pôle pétrolier portant sa contribution au volume global des réserves de 2% en 1986 à plus de 30% actuellement.

Sur le plan global, l'activité exploration en partenariat en Algérie entre 1986 et 2015 a permis à l'Algérie de réaliser un volume de découvertes (en prouvés et probables) de 2 384 millions Tonnes équivalent pétrole (TEP). Les volumes d'hydrocarbures

découverts ont atteint un pic en 1995 de 464 millions TEP.

«Les découvertes enregistrées depuis 1990 traduisent de manière plus concrète l'apport du partenariat sous l'effet d'une loi aux effets incitatifs avérés et une forme contractuelle privilégiant le rôle actif de la NOC (Sonatrach). L'effet produit a été de faire passer les réserves récupérables restantes du pays de 3,47 milliards de TEP en 1989 à un niveau de 5,12 milliards TEP en 1999», est-il noté dans le même document.

Le résultat de cette activité se traduit par une augmentation de la production d'hydrocarbures en partenariat culminant en 2007 à 74,3 millions TEP avec 34 millions de tonnes de pétrole brut, 36 milliards m³ de gaz naturel, 3,47 millions de tonnes condensat et 3,68 millions de Tonnes GPL, selon les données de Sonatrach. Les découvertes réalisées sont le fruit d'un effort d'investissement colossal supporté "en totalité" par les partenaires étrangers. Les montants engagés durant la période 1986- 2015 s'élèvent à 9.961 millions de dollars avec des pics observés en 1997 et 2007 de, respectivement, 636 et 1083 millions, relève encore la même source. Expliquant les mécanismes contractuels de partage de produc-

tion, Sonatrach a souligné que le partage avec le partenaire étranger, dans les contrats PSC, n'est pas lié au seul taux de financement des opérations pétrolières.

En effet, la part de production revenant au partenaire étranger, au titre de la récupération de ses coûts engagés (costoil) et de sa rémunération (profit oil), se calcule selon un processus qui tient compte des niveaux de la production et du prix de pétrole.

Afin d'évaluer les formules de partage de production utilisées dans nos contrats PSC, un bilan de partage a été réalisé sur trois contrats. Parmi ces derniers, deux sont arrivés à terme et le troisième en cours d'exécution. Ce bilan montre que la part revenant aux partenaires étrangers n'a jamais atteint les 49% de la production totale, bien plus, celle-ci varie entre 14% et 23%.

Par ailleurs, Sonatrach considère que la réduction de la dépendance technologique et financière des Etats hôtes auprès des compagnies pétrolières internationales et l'émergence d'une classe de compagnies pétrolières nationales (NOC) désireuse de tirer profit de son potentiel et de ses atouts, ne manqueront de donner à la coopération NOC/IOC «une autre configuration».

R. N.

Banques centrales
La marge de manoeuvre de plus en plus «rétrécie»

La marge de manoeuvre des Banques centrales a encore «rétréci» avec les récents assouplissements des politiques monétaires, destinés à relancer l'économie, a averti dimanche la Banque des règlements internationaux (BRI), estimant que les politiques budgétaires devraient prendre le relais.

«Si un ralentissement devait se produire, la politique monétaire aurait besoin d'aide», a mis en garde Claudio Borio, son chef du département monétaire et économique, à l'occasion de la publication du rapport trimestriel de cette institution considérée comme la Banque centrale des Banques centrales.

Avec les récentes baisses de taux, les bilans des Banques centrales, qui ont déjà été fortement mises à contribution pour stabiliser l'économie depuis la crise financière de 2007-2008, sont de nouveau en train d'enfler, a-t-il souligné.

Mercredi dernier, la Réserve fédérale américaine (Fed) a procédé à une baisse modeste de ses taux directeurs, pour la deuxième fois en deux mois, afin de protéger l'économie américaine face aux incertitudes sur le commerce et l'économie mondiale.

La semaine précédente, la Banque centrale européenne (BCE) avait elle aussi infléchi sa politique monétaire, descendant plus bas en territoire négatif sur son taux de dépôt et réactivant son programme de rachats d'actifs afin de revigorer une économie européenne en perte de vitesse.

L. M.

En cas de Brexit sans accord

L'industrie automobile européenne redoute un «séisme»

L'industrie automobile européenne a mis hier en garde contre les effets catastrophiques d'un Brexit sans accord, estimant qu'un «no deal» ferait l'effet d'un «séisme» sur la fabrication de voitures en Europe.

«Le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord déclencherait un séisme pour les conditions commerciales, avec des milliards d'euros de taxes risquant d'affecter le choix des consommateurs des deux côtés de la Manche», estime l'Association européenne des constructeurs automobiles (Acea), celle des sous-traitants (Clepa) et 21 associations nationales dans un communiqué conjoint.

«Le Brexit n'est pas seulement un problème britannique, nous sommes tous concer-

nés dans l'industrie automobile européenne, et même au-delà», a déclaré Christian Peugeot, président du Comité des constructeurs français d'automobiles (Ccfca), cité dans le communiqué.

Un Brexit chaotique porterait un coup «sévère» aux chaînes d'approvisionnement à flux tendus qui s'étendent au-delà des frontières internationales, ont averti les associations.

«Les industries automobiles de l'UE et du Royaume-Uni ont besoin d'un commerce sans heurts et seraient gravement pénalisées par des taxes et charges administratives pesant sur les pièces détachées et les véhicules», a estimé Bernhard Mattes, président de l'association de l'industrie automobile allemande (VDA).

«Par conséquent, le Royaume-Uni et l'Union européenne devraient prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter un Brexit sans accord», a-t-il plaidé.

Les associations de constructeurs européens évaluent le surcoût lié aux droits de douane supplémentaires en cas de Brexit désordonné à quelque 5,7 milliards d'euros.

Des géants de l'automobile comme l'allemand BMW, le français PSA et le japonais Nissan possèdent actuellement des usines en Grande-Bretagne, dont l'avenir semble compromis en cas d'un «no deal».

«Un Brexit sans accord aurait un impact immédiat et dévastateur sur l'industrie, sapant la compétitivité et engendrant des dommages irréversibles et sévères», a commenté Mike Hawes, président de

l'Association des constructeurs et des vendeurs automobiles (Smmt) britannique.

Les investissements dans l'industrie automobile britannique ont déjà subi un inquiétant coup d'arrêt au premier semestre en raison des incertitudes du Brexit. Entre janvier et juin, les nouveaux investissements annoncés ont fondu à 90 millions de livres (98,2 millions d'euros), soit une chute de 70%.

Environ 10% des véhicules assemblés sur le continent européen sont exportés en Grande-Bretagne, selon les données du secteur. Le secteur automobile européen produit 19,1 millions de véhicules par an et emploie 13,8 millions de personnes, soit 6,1% de la population active.

G. L.

Santé

Cinq milliards de personnes risquent d'être privées de soins

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a exhorté dimanche les pays à investir au moins 1% supplémentaire de leur produit intérieur brut (PIB) dans les soins de santé primaires pour éliminer les lacunes existantes dans ce domaine.



Au rythme de progression actuel, jusqu'à cinq milliards de personnes n'auront pas accès aux soins de santé en 2030 - année limite de réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Selon un nouveau rapport établi par l'OMS et ses partenaires à la veille de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies sur la couverture sanitaire universelle, les pays doivent consacrer au moins 1% supplémentaire de leur PIB aux soins de santé primaires pour que les lacunes flagrantes de la couverture soient comblées et que les cibles fixées en 2015 dans le domaine de la santé soient atteintes, au niveau mondial.

Le rapport sur le suivi de la couverture sanitaire universelle (CSU) indique que la couverture sanitaire devra doubler au niveau mondial d'ici à 2030 et signale que si la tendance actuelle se poursuit, jusqu'à cinq milliards de personnes n'auront toujours pas accès aux soins de santé en 2030 - année butoir que les dirigeants mondiaux ont fixée pour la réalisation de la couverture sanitaire universelle. La plupart des personnes qui n'ont pas accès aux soins sont pauvres et défavorisées.

"Si nous voulons vraiment parvenir à la couverture sanitaire universelle et améliorer la vie des populations, nous devons vraiment mettre l'accent sur les soins de santé

primaires", a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, dans un communiqué. "Cela signifie qu'il faut proposer des services de santé essentiels, comme la vaccination, les soins prénatals et les conseils pour un mode de vie sain le plus près possible de là où habitent les gens - et veiller à ce que les usagers n'aient pas à payer eux-mêmes les soins", a-t-il ajouté.

Un investissement supplémentaire de 200 milliards de dollars par an pour augmenter l'offre de soins de santé primaires dans les pays à revenu faible ou intermédiaire permettrait de sauver 60 millions de vies, d'allonger de 3,7 ans l'espérance de vie moyenne d'ici à

2030 et contribuerait considérablement au développement socio-économique. Cela représenterait une augmentation de 3% par rapport aux 7 500 milliards de dollars consacrés à la santé chaque année dans le monde.

Selon Natalia Kanem, directrice exécutive du Fonds des Nations unies pour la population (Unfpa), il est essentiel d'améliorer et d'étendre les soins de santé primaires dans toutes les régions. "C'est la meilleure façon de s'assurer que les gens puissent obtenir les services répondant à la majorité de leurs besoins de santé dès avant la naissance et tout au long de la vie", a-t-elle dit.

R. K.

Hôpital Mohamed Boudiaf à Ouargla

16 nouveaux praticiens vont renforcer le staff

Seize praticiens généralistes vont renforcer prochainement le staff médical de l'établissement public hospitalier EPH-Mohamed Boudiaf de Ouargla, a-t-on appris dimanche de la direction locale de la santé et de la population (DSP). Retenue dans le cadre des efforts de promotion de la santé publique, l'opération vise à améliorer les prestations de santé et assurer une meilleure prise en charge au niveau de cet établissement qui accueille des patients même des wilayas voisines. La DSP de Ouargla a fait état, à ce titre, de l'annonce en fin de semaine dernière de l'organisation d'un concours sur diplômes pour l'ouverture de ces postes de praticiens de la santé publique dans les meilleurs délais et combler le déficit qu'accuse l'EPH

de Ouargla en praticiens, dans différentes spécialités.

Le programme de la DSP prévoit, outre le renforcement de son staff médical, généraliste et spécialisé, l'acquisition d'équipements et la création de nouveaux services médicaux.

L'on signale, dans ce cadre, l'ouverture d'un service d'anatomie pathologique encadré par sept spécialistes, dont deux oncologues exerçant dans le cadre de la coopération algéro-cubaine.

Ce service vient s'ajouter à celui de la médecine nucléaire et à la réception de nouvelles technologies de pointe dans diverses spécialités médicales pour renforcer plusieurs services, en sus d'un nouveau service des urgences, dont les travaux ont

été achevés.

Il permettra, une fois mis en service, l'amélioration des conditions d'accueil des malades et la promotion des prestations médicales.

Le secteur de la santé dispose dans la wilaya de Ouargla de quatre EPH implantés à Ouargla, Hassi Messaoud, Touggourt et Taïbet, de deux établissements spécialisés Mère-Enfant, d'une clinique ophtalmologique fruit de la coopération médicale algéro-cubaine.

Il compte également un établissement psychiatrique, cinq établissements publics de santé de proximité (Epsp), 36 polycliniques, 87 salles de soins et 45 centres médicaux.

M. L.

Tlemcen

Placement de nouveaux diplômés à travers les établissements de santé

Au total, 316 nouveaux diplômés de la santé ont été installés dimanche à travers les établissements de santé de la wilaya de Tlemcen, a-t-on appris d'un communiqué de la direction de la santé et de la population.

Il s'agit de 23 sages-femmes, 79 infirmiers, 150 aides-soignants, 10 laborantins, 10 spécialistes en soins naturels et physiologiques, 25 agents en radiologie et imagerie médicale, trois paramédicaux, trois assistants sociaux, cinq spécialistes en protection médicale, cinq nutritionnistes, deux agents médicaux en santé publique et autres agents de réparation de prothèses de membres artificiels, selon la même source.

Ces diplômés de l'institut supérieur de la formation des sages-femmes de Tlemcen répartis à travers les établissements de santé de la wilaya suivant les besoins de chaque structure de santé contribueront à palier le déficit enregistré dans le domaine paramédical, notamment au niveau des polycliniques des régions enclavées, selon le communiqué.

L'opération d'installation de ces nouveaux diplômés sortants a accordé la priorité aux diplômés ayant obtenu les meilleurs notes à rejoindre les lieux de travail de leur choix au niveau des établissements de santé de la wilaya, a-t-on souligné, rappelant que les cadres recrutés ont suivi une formation théorique et pratique de 3 et 5 ans.

T. K.

Mostaganem

Plus de 12 000 étudiants bénéficient de la carte Chifa

Plus de 12 000 étudiants de l'université Abdelhamid Ben Badis de Mostaganem bénéficient de la carte Chifa, a-t-on appris, dimanche auprès de l'agence de wilaya de la Caisse nationale d'assurance sociale des travailleurs salariés (Cnas).

La directrice de l'agence, Sorya Bahi, a indiqué, lors de l'inauguration des portes ouvertes sur la sécurité sociale à l'université centrale, que "le nombre des adhérents à la sécurité sociale a atteint, cette année, plus de 21 000 étudiants, dont 12 000 bénéficiant des services de la carte Chifa et des prestations réelles et d'assurance contre les maladies et les accidents".

Mme Bahi a ajouté que plus de 4 000 nouveaux étudiants se sont inscrits auprès des services de la Cnas, dont 1 000 étudiants ont bénéficié de la carte Chifa.

Durant ces portes ouvertes, qui s'étendent jusqu'au 26 septembre courant, sous le slogan "La sécurité sociale vous accompagne dans votre cursus universitaire", des communications seront animées sur les services d'assurance sociale et les différentes prestations (assurance maladie, maternité, accidents de travail et autres), en présence des partenaires et des acteurs du secteur.

A cette occasion, une cellule d'écoute et une autre pour l'orientation ont été mises sur pied au profit des étudiants. En outre, plus de 700 nouvelles cartes Chifa seront distribuées aux étudiants durant ces portes ouvertes.

Des explications sont également fournies sur l'adhésion à la sécurité sociale, ainsi que les documents nécessaires à cet effet.

A noter que l'université Abdelhamid Ben Badis de Mostaganem qui encadre 30 000 annuellement, comprend neuf facultés et un département d'éducation physique et sportive et une Ecole nationale supérieure des enseignants et une Ecole supérieure de l'agriculture.

Bilal L.

Ouargla

La SNTF envisage l'ouverture d'une nouvelle desserte Touggourt-Alger

Des démarches sont entreprises par la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) pour l'ouverture d'une nouvelle desserte reliant Touggourt (160 km Nord d'Ouargla) à Alger, a-t-on appris dimanche auprès des responsables locaux de l'entreprise.

« La mise en service de cette ligne entre dans le cadre du programme de développement de la SNTF visant à améliorer la qualité des prestations destinées à sa clientèle », a affirmé à l'APS le chef de la gare ferroviaire de Touggourt, Lotfi Hadj Saïd. Une étude concernant notamment les aspects techniques et économiques a été retenue pour garantir le bon fonctionnement de l'ensemble des installations et évaluer la rentabilité commerciale de cette desserte qui sera desservie par un train de longues distances offrant des compartiments couchettes de 1ère et 2ème classes, a expliqué M. Hadj Saïd. Dans son trajet, l'autorail transitera par plusieurs gares, telles que Biskra, Ain-Touta (Batna) et Bordj Bou Arreridj en aller-retour,



a-t-il ajouté.

La gare de Touggourt dispose actuellement d'une ligne express vers Constantine, desservie par un train

Coradia d'une capacité totale de 254 sièges, dont 60 en première classe, et assurant trois voyages par semaine (aller et retour) entre Touggourt et Constantine via Biskra, Batna, El-Gourzi et El-Khroub, indique-t-on.

Concernant l'extension du réseau ferroviaire dans la wilaya d'Ouargla, les travaux du projet de la nouvelle ligne reliant Touggourt à Hassi-Messaoud, dont le coup d'envoi officiel avait été donné en janvier 2013, enregistrent un avancement «appréciable», selon la direction locale des transports (DT). D'une longueur de 150 km (96 km voie unique et 54 km double voie), cette ligne ferroviaire en cours de réalisation entre Touggourt et Hassi-Messaoud, via la ville Nouvelle de Hassi-Messaoud y compris sa Zone d'activité logistique (ZAL), est appelée à insuffler une nouvelle dynamique au développement socio-économique de la région Sud-est du pays, a-t-on fait savoir.

Cette ligne ferroviaire, qui englobera sur son tracé (150 km) trois (3) gares pour voyageurs et une (1) autre de marchandises, en plus d'un (1) atelier de maintenance et une vingtaine d'ouvrages d'art, fait partie de la future boucle ferroviaire Sud-est projetée dans le cadre du Schéma directeur national des infrastructures (SDSF).

Composée de quatre lignes principales desservant les wilayas de Laghouat, Ghardaïa, Ouargla et El-Oued, la boucle Sud-est (560 km), avec une vitesse de 220 km/h pour les trains de voyageurs et de 100 km/h pour ceux de transport de marchandise, a pour objectif d'assurer l'extension, le maillage et l'interconnexion des lignes existantes, en plus du désenclavement de la région, a-t-on signalé à la direction des Transports.

Reda A.

Tizi-Ouzou

Près d'un tiers des écoles primaires sans "actes administratifs"

Pas moins de 30% des écoles primaires dans la wilaya de Tizi-Ouzou ne disposent pas d'actes administratifs et sont considérées comme étant construites illicitement, a-t-on appris du président de la commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Dahmane Ahcène.

Cette réalité a été constatée après des visites d'inspection effectuée par la commission au niveau de plusieurs écoles des différentes communes de la wilaya. «Nous avons constaté que plusieurs écoles ne disposent même pas de titre administratif et sont donc considérées comme construction illicite», a souligné M. Dahmane.

Une réalité qui, a-t-il expliqué, «empêche les présidents des assemblées populaires communales (APC) d'engager des travaux de réfection sous peine d'être refusés par le contrôle financier et qui, partant, provoque des dégradations au niveau des écoles au fil des années».

A ce propos, le responsable local a appelé les présidents d'APC à se «rapprocher des services des domaines pour entamer les opérations de régularisation des structures scolaires pour pouvoir y effectuer les travaux de réfection nécessaires».

M. Dahmane a indiqué, à ce propos, qu'il sera demandé au chef de l'exécutif local lors de la session de l'APW prévue le 30 septembre en cours «une dérogation pour permettre aux P/APC d'engager les travaux» au niveau des écoles. Il sera également procédé, a-t-il ajouté, «à la demande de subvention financière pour la réalisation de 40 cantines scolaires et de 100 classes de cours à titre d'extension au sein des écoles existantes».

La rentrée scolaire au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou a été marquée par la montée au créneau de plusieurs associations de parents d'élèves qui avaient empêché leurs progénitures à rejoindre leurs écoles pour réclamer de «meilleures conditions de scolarité» pour leurs enfants.

De son côté, le directeur local de l'éducation, Ahmed Lalaoui, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que ses services «sont prêts à assurer l'encadrement pédagogique nécessaire, en moyen humain et en fournitures au niveau de toutes les écoles».

R. B.

Ghardaïa

Mise en service d'un poste de distribution publique de gaz naturel

Un nouveau poste de distribution publique de gaz naturel (DP Gaz) desservant plus de 1.580 foyers a été mis en service dans la nouvelle zone urbaine de Bouhraoua, quartier périphérique de la commune de Ghardaïa, apprend-on dimanche de la direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz centre (SDC-filiale de Sonelgaz).

Ce projet d'une capacité de 20.000 m³/heure, qui a été effectué à la faveur d'un réseau de transport de plus de 18 km et d'un réseau de distribution de plus de 57 km, a nécessité un investissement public de plus de 780 millions DA, précise la même source dans un communiqué transmis à l'APS.

Le nouveau poste de distribution de gaz naturel permet, outre un raccordement sécurisé au gaz naturel des nouvelles habitations de cette zone urbaine en extension, un renforcement et une modernisation du

réseau existant en un réseau performant répondant aux normes universelles de sécurité, en plus d'améliorer le confort de vie de la population en utilisant le gaz naturel comme ressource thermique au lieu du gaz butane, souligne le même document.

Ce réseau de gaz naturel permet d'accroître les capacités de raccordement des abonnés dans la commune de Ghardaïa, notamment les nouveaux sites d'habitation, de réduire les risques d'accidents par les navettes de transports de gaz butane sur la route et d'impulser une dynamique à l'investissement et du développement dans cette commune.

Entre 1976, année de l'installation du réseau de gaz naturel à Ghardaïa, et 1984, seuls 7.500 foyers situés dans les communes de Ghardaïa et Bounoura étaient raccordés au réseau de gaz naturel, soit un taux de pénétration de 20%, selon les statistiques de la wilaya.

En 2019 le taux de raccordement est passé à 78% avec quelques 83.060 abonnés répartis sur les 13 communes de la wilaya, y compris les zones rurales.

La wilaya dispose d'un réseau de distribution de gaz de plus de 1.733 km linéaires et 16 postes de distribution de gaz naturel.

Elle totalise, par ailleurs, 138.918 abonnés au réseau électrique et quelques 83.060 abonnés au réseau du gaz naturel, soit un taux d'électrification de 98,76% et d'un taux de pénétration de Gaz naturel de 75,66%.

La wilaya de Ghardaïa dispose également de 5.938 km linéaires de réseau électrique (moyenne et basse tension), de 3.068 postes transformateurs et de 1.717 km linéaires de réseau de gaz naturel et 16 distributeurs publics, selon les statistiques de cette entreprise arrêtée à fin avril 2019.

M. O.

El-Oued

Quelques 80.000 élèves bénéficient de la prime de solidarité scolaire

Quelques 80.000 élèves, des trois paliers scolaires, bénéficient dans la wilaya d'El-Oued de la prime de solidarité scolaire, au titre de la saison scolaire 2019/2020, a-t-on appris dimanche de la direction locale de l'éducation (DE).

Relevée à 5.000 DA cette année, cette prime s'inscrit au titre du programme national visant la prise en charge des élèves scolarisés issus de familles nécessiteuses et de catégories vulnérables, a-t-on précisé. La direction de l'éducation vient de dispatcher, à cet effet, un financement global de 400 millions DA dans les comptes des établissements scolaires, en prévision de leur attribution, la semaine prochaine, aux parents d'élèves.

La DE a procédé à l'actualisation des listes nominatives des nécessiteux, sur la base de critères étudiés et précis définis par

les enquêtes de terrain menées en coordination avec les services de la commune et la direction de l'action sociale (DAS), pour confirmer l'éligibilité des bénéficiaires à cette prime.

Dans le même sillage, près de 15.800 cartables et trousseaux scolaires ont été remis par la DAS au profit de ces catégories sociales vulnérables, à travers les 30 communes de la wilaya d'El-Oued, notamment celles vivant dans les régions déshéritées et enclavées, a indiqué le DAS d'El-Oued, Salah Bouâmama.

Selon la Direction de l'Éducation, l'opération de distribution de la prime de solidarité scolaire a été confiée aux économes des établissements scolaires, alors que l'attribution des trousseaux relève des services de la DAS au niveau des communes.

Reda A.

CONFLITS ►►

Iran

Rohani va chercher des soutiens à l'ONU face à Washington

Le président iranien, Hassan Rohani, a quitté Téhéran hier, pour assister aux travaux de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, où il va chercher des soutiens face aux pressions «cruelles» des Etats-Unis.



ne, présentées comme «les plus sévères jamais imposées à un pays».

Ce nouveau durcissement pourrait avoir porté un coup de grâce aux efforts de la France pour organiser une rencontre entre MM. Rohani et Trump à New York.

Le président français, Emmanuel Macron, a néanmoins dit garder l'espoir que «quelque chose se passe» sur le dossier iranien lors de l'AG de l'ONU, même si les attaques contre l'Arabie Saoudite ont «changé la donne».

AFP

Son départ intervient au moment où les autorités iraniennes ont indiqué qu'un tanker battant pavillon britannique arraisonné en juillet dans le détroit d'Ormuz était désormais «libre de ses mouvements».

«Pour nous, c'est essentiel de participer à l'Assemblée générale de l'ONU», a dit M. Rohani avant de monter dans l'avion. «Les Américains ne veulent pas laisser l'Iran participer, mais nous tenons à le faire».

Téhéran et Washington sont à couteaux tirés depuis que, en mai 2018, les Etats-Unis se sont retirés unilatéralement de l'accord international sur le nucléaire iranien conclu à Vienne en 2015, rétablissant des sanctions économiques contre la République islamique dans le cadre d'une campagne de «pression maximale».

«Les actions cruelles qui ont été engagées contre la nation iranienne, ainsi que les problèmes compliqués auxquels notre région est confrontée doivent être expliqués aux peuples et aux nations du monde», a dit M. Rohani.

La tension est particulièrement palpable dans le Golfe depuis qu'en mai, l'Iran a commencé à réduire ses engagements en matière nucléaire, et une série d'attaques mystérieuses contre des pétroliers et des installations sur cette voie navigable stratégique.

Washington a depuis formé une coalition

militaire maritime pour protéger la navigation, rejointe les 18 et 19 septembre par Riyad et Abou Dhabi.

Escalade en Arabie Saoudite

La pression est montée d'un cran supplémentaire au lendemain d'une attaque aérienne, le 14 septembre contre des installations pétrolières stratégiques en Arabie Saoudite, que Washington et Riyad ont, à des degrés différents, attribué à Téhéran.

Lundi, le Premier ministre britannique, Boris Johnson, a, à son tour, accusé l'Iran d'être «avec un très haut degré de probabilité» derrière ces attaques. Il s'exprimait à bord d'un avion l'emmenant au siège de l'ONU, où il doit notamment rencontrer le président iranien.

Les relations brouillées de longue date entre Londres et Téhéran s'étaient encore dégradées après la saisie du navire *Stena Impero* le 19 juillet par l'Iran pour «non-respect du code maritime international».

Le porte-parole du gouvernement iranien Ali Rabiei a déclaré hier, que ce tanker était désormais «libre de ses mouvements», sans préciser quand le navire reprendrait la mer.

Cette avancée intervient après qu'un pétrolier iranien eut été autorisé le 15 août par le tribunal de Gibraltar à repartir de ce territoire britannique situé à l'extrême sud de

l'Espagne, après avoir été saisie le 4 juillet.

Avant de s'envoler pour New York, le président Rohani a, en outre, déclaré que l'Iran présenterait à l'ONU un plan de coopération régionale destiné à assurer la sécurité des eaux du Golfe.

Il a invité les autres pays riverains du Golfe à rejoindre cette coalition.

Trump-Rohani ? Peu probable

Depuis son retrait de l'accord nucléaire, Washington a multiplié les sanctions économiques contre la République islamique, mais aussi contre les Gardiens de la Révolution et certains hauts dirigeants iraniens, dont le chef de la diplomatie Mohammad Javad Zarif. En réponse, l'Iran a progressivement réduit ses engagements pris dans le cadre de l'accord, qui prévoyait de réduire les sanctions contre Téhéran en échange de son engagement à ne pas fabriquer l'arme nucléaire.

Les Etats-Unis vont chercher à l'ONU un soutien international face à Téhéran, a déclaré dimanche le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo. Il a toutefois souligné sur la chaîne ABC vouloir que le président Trump «donne à la diplomatie toutes les chances de réussir».

Au lendemain des attaques en Arabie Saoudite, Donald Trump avait accru les sanctions contre la Banque centrale iranien-

Afghanistan

Une frappe contre les taliban aurait tué 40 civils

Le ministère afghan de la Défense a annoncé hier, enquêter sur une opération de ses forces contre les taliban dans le Sud qui aurait tué environ 40 civils, selon des parlementaires locaux.

«Le ministère de la Défense va enquêter sur les allégations de pertes civiles dans le district de Musa Qala», selon un communiqué qui précise que ses forces ont mené dimanche une opération dans laquelle «22 membres étrangers des taliban ont été tués et 14 arrêtés».

«Il était 10 heures du soir et une opération terrestre et aérienne a été menée lors d'une fête du henna (célébration avant un mariage) à Musa Qala, avec 40 morts et 13 personnes transférées aux urgences. Six taliban ont été aussi tués», a déclaré un sénateur de la province, Sher Mohammad Akhundzada.

Un membre du conseil de la province, Majeed Akhundzada a parlé quant à lui «d'environ 40 morts et 18 blessés, tous civils». Il a évoqué une «opération conjointe des forces afghanes et étrangères».

La province du Helmand est en grande partie contrôlée par les taliban. L'usage de moyens aériens pour les combattre implique souvent des forces américaines.

Le ministère de la Défense a précisé que l'opération, menée par les forces afghanes, visait «un groupe terroriste étranger impliqué dans la préparation d'attaques terroristes», et avait permis de détruire un entrepôt d'équipement destiné à ces attaques.

Reda A.

Syrie

«Discussions fructueuses» de l'émissaire de l'ONU à Damas

L'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Geir Pedersen, a jugé «fructueuses» ses discussions, hier à Damas, avec le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid al Mouallem, sur la création d'un Comité constitutionnel pour relancer le processus politique dans ce pays en crise.

«Aujourd'hui, j'ai conclu une autre série de discussions très fructueuses avec le ministre des Affaires étrangères M. Mouallem», a indiqué M. Pedersen à l'issue de sa rencontre avec le chef de la diplomatie syrienne.

«Nous avons abordé toutes les questions en suspens liées (à la formation du comité constitutionnel)», a-t-il ajouté.

Chargé de la rédaction d'une nouvelle Constitution, ce comité doit comprendre 150 personnes, dont 50 choisies par le régime, 50 par l'opposition et 50 par l'ONU. L'ONU et le gouvernement syrien ont bataillé pendant très longtemps sur certains noms de cette dernière liste.

Outre la composition du comité, l'ONU, l'opposition et le gouvernement syrien doivent aussi se mettre d'accord sur les procédures de fonctionnement de cette instance et sa hiérarchie.

«Je vais désormais informer le Conseil de sécurité» des résultats de la réunion, a poursuivi le diplomate norvégien, indiquant qu'il ira ensuite à New York, où se

tient cette semaine l'Assemblée générale annuelle de l'ONU. M. Pedersen a également indiqué avoir eu de «bons entretiens» téléphoniques avec le chef du Comité des négociations syriennes (CNS), Nasser al-Hariri, qui représente les principaux groupes d'opposition.

M. al Mouallem, a lui réitéré, dans un communiqué, «l'engagement de la Syrie en faveur du dialogue syro-syrien afin de parvenir à une solution politique, loin de toute intervention étrangère». La semaine dernière, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avait fait part d'un accord entre toutes les parties concernées sur la composition du

comité constitutionnel.

Le quotidien *al-Watan* avait indiqué qu'une annonce officielle de M. Pedersen pourrait intervenir à l'occasion d'une «réunion du Conseil de sécurité attendue le 30 septembre».

Par ailleurs, le président syrien Bachar al-Assad a accusé dimanche les pays occidentaux d'empêcher le retour des réfugiés syriens dans leur pays, a rapporté l'agence de presse officielle Sana. M. Assad a fait ces remarques lors de sa rencontre avec une délégation de législateurs et d'hommes politiques italiens dirigée par le sénateur Paolo Romani dans la capitale Damas. Le président syrien a

déclaré que la position de la plupart des pays européens sur la situation syrienne a été détachée de la réalité depuis le début de la crise il y a plus de huit ans. Selon lui, les pays occidentaux, «principalement les Etats-Unis, ainsi que la Turquie», continuent d'entraver l'élimination totale du terrorisme et d'empêcher le retour des Syriens dans leur pays d'origine.

Les membres de la délégation italienne ont déclaré que les gouvernements européens devraient adopter une politique différente à l'égard des événements en Syrie basée sur la réalité au lieu de la fausse propagande médiatique.

R. I.



RD Congo

Un deuxième vaccin anti-Ebola sera introduit mi-octobre

Les autorités congolaises entendent introduire un deuxième vaccin anti-Ebola à la mi-octobre en RDC, a annoncé lundi l'Organisation mondiale de la santé (OMS), où une épidémie de la fièvre hémorragique a déjà fait quelque 2.100 morts en plus d'un an.

« Les autorités sanitaires de la République démocratique du Congo (RDC) ont annoncé leur intention d'introduire un deuxième vaccin expérimental Ebola, fabriqué par Johnson & Johnson, à partir de mi-octobre », a indiqué l'OMS dans un communiqué.

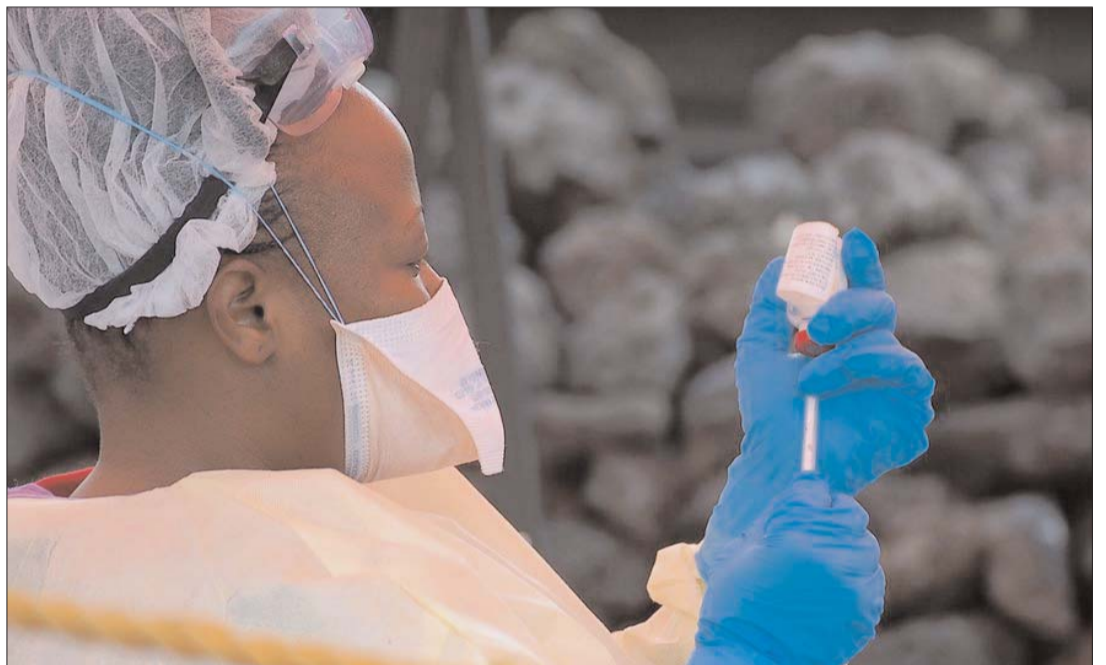
L'agence spécialisée de l'ONU a précisé que le vaccin, qui requiert l'administration de deux à 56 jours d'intervalle, sera administré à des populations à risque ciblées dans des régions où il n'y a pas de transmission active du virus Ebola.

« Les autorités de RDC, en décidant de déployer le deuxième vaccin expérimental (...) ont une fois de plus fait preuve de leader-

ship et de détermination afin de mettre fin à cette épidémie dès que possible », a souligné le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, cité dans un communiqué.

Déclarée le 1er août 2018, la 10e épidémie de fièvre hémorragique Ebola sur le sol congolais a tué plus de 2.100 personnes. En juillet dernier, l'OMS a élevé la menace Ebola au rang « d'urgence de santé publique de portée internationale ».

Jusqu'à présent, seul le vaccin expérimental fabriqué par Merck, jugé « très efficace et sûr » par l'OMS, avait été utilisé par la RDC. L'ancien ministre de la Santé congolais Oly Ilunga avait démissionné le 22 juillet, en dénonçant des tentatives d'introduction d'un



deuxième vaccin « par des acteurs qui ont fait preuve d'un manque d'éthique manifeste ».

L'ex-ministre de la Santé a depuis été inculpé pour « détournement » présumé de fonds alloués à la lutte anti-Ebola, et placé en résidence surveillée à Kinshasa.

A ce jour, plus de 223.000 personnes ont reçu ce vaccin au cours de l'épidémie actuelle. Il continuera d'être administré à

toutes les personnes à risque élevé d'infection à Ebola, dont celles qui ont été en contact avec une personne dont il a été confirmé qu'elle est atteinte d'Ebola. Les contacts des contacts des personnes infectées par le virus sont également vaccinées, selon le principe dit de la « vaccination en anneau », a détaillé l'OMS.

En mai, le Groupe stratégique consultatif d'experts de l'OMS avait publié de nouvelles recommanda-

tions pour faire face aux difficultés liées à la mise en oeuvre de la vaccination anti-Ebola en RDC, suggérant notamment d'introduire le vaccin développé par Johnson & Johnson. Le laboratoire belge Janssen Pharmaceuticals, filiale de l'Américain Johnson & Johnson, avait alors déclaré à la presse belge qu'il était prêt à envoyer des doses du vaccin en très grandes quantités.

Bilal A.

Kenya

Six élèves tués et plusieurs autres sous les décombres

Six élèves ont été tués, quatre grièvement blessés alors que plusieurs autres sont encore sous les décombres d'une salle de classe de la Precious Talent School de Nairobi qui s'est effondrée lundi, à Nairobi, selon des médias locaux. Les élèves, tous de bas âge, ont été surpris par l'effondrement du toit du bâtiment de deux étages dans la région de Ng'ando, comté de Nairobi, vers 7 heures locales, selon les premiers éléments de l'enquête.

Des images télévisées ont montré des équipes de secours de la Croix-Rouge du Kenya, des enseignants, des habitants et d'autres habitants du Bon Samaritain en train de fouiller dans les décombres et de soulever des blocs pour sauver les enfants pris au piège. Certains des sauveteurs ont utilisé des outils rudimentaires, notamment des bâtons, pour déterrer les décombres sous le regard désespéré de nombreux parents.

G. K.

Afrique du Sud

11 morts dans un accident de la circulation

Onze personnes ont été tuées dimanche dans un accident de la circulation dans la province du Limpopo, au nord-est de l'Afrique du Sud, rapportent des médias, le deuxième après un autre survenu la veille près du Cap où neuf personnes ont péri. L'accident s'est produit suite à une collision entre une voiture légère et un camion transportant des fonds, a indiqué la police du Limpopo, citée par des médias. Samedi, neuf personnes ont été tuées et au moins quatorze autres ont été blessées dans un accident de la circulation dans la localité de Steenberg, près du Cap au sud du pays.

Un autre accident avait fait six morts, vendredi, à Cato Ridge, près de Durban, chef-lieu de la province du Kwazulu-Natal (Est). Selon la Road Traffic Management Corporation, plus de 14.000 personnes ont été tuées dans des accidents de la route en 2018 en Afrique du Sud. Sur toute la dernière décennie, ces accidents ont coûté la vie à plus de 135.000 personnes. Les routes sud-africaines connaissent une hausse importante des accidents en particulier durant les weekends et les saisons des festivités.

Reda A.

Djibouti

231 migrants clandestins secourus en mer

Deux cent trente-et-un migrants clandestins en partance pour les pays du golfe arabe ont été secourus cette semaine par le service des garde-côte djiboutien (GCD) au large du Ghoubet, situé au sud de Djibouti, a rapporté dimanche l'Agence Djiboutienne d'Information (ADI). Dans le cadre des opérations quotidiennes de surveillance maritime, de recherches et de sauvetage dans les eaux territoriales djiboutienne, une équipe de la GCD a découvert une embarcation surchargée de type Galba, au bord du chavirement, qui transportait 231 individus candidats à l'immigration clandestine, dont une vingtaine de femmes, a précisé l'ADI.

Les 231 migrants, tous d'origines éthiopiennes, ont été transférés aussitôt sur les patrouilleurs de la GCD où ils ont reçu une assistance humanitaire en eau et nourriture ainsi que les premiers soins d'urgence. Par ailleurs, l'enquête sur les membres d'équipages et les passeurs a été confiée à la Brigade de recherche et d'investigation de la GCD, l'embarcation a été, quant à elle, saisie et immobilisée au port de pêche dans l'attente d'une décision de la justice. En janvier dernier, 52 migrants clandestins ont trouvé la mort dans le naufrage de deux embarcations surchargées au large de Djibouti.

H. L.

Togo

La BOAD octroie un prêt de plus de 33 millions de dollars pour un projet routier

Le Togo a obtenu de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) un prêt de 20 milliards de francs Cfa (33,6 millions de dollars), pour le financement partiel d'un projet routier dans le nord de la capitale.

Le prêt servira à financer, partiellement, le projet d'aménagement et de bitumage de 60 km de route entre Katchamba et Sadori, et qui inclut la construction de deux ponts sur les rivières Kara et Koumongou.

Il porte à 605,4 milliards de FCFA (1,017 milliard de dollars) le montant total des engage-

ments de la BOAD au Togo, tous secteurs confondus, dont 246 milliards FCFA (413,44 millions de dollars) consacrés au secteur des infrastructures de transport.

Selon le président de la BOAD, Christian Adovelande, la réalisation de l'opération de prêt s'inscrit dans le Plan National de Développement (PND) 2018-2022 du Togo et est en cohérence avec le Plan stratégique 2015-2019 de la BOAD, notamment l'Axe 1 dont l'une des actions phares est de « soutenir les pôles régionaux de croissance ». « De façon spécifique, le projet permettra de réduire de

66% le temps de parcours sur la route et le coût d'exploitation des véhicules d'au moins 60% », relève M. Adovelande. De son côté, le ministre togolais de l'Economie et des Finances, Sani Yaya a expliqué que le prêt servira aussi à assurer les prestations de contrôle et de surveillance des travaux, ainsi que la réalisation des travaux connexes tels que la construction des bâtiments scolaires, l'aménagement et l'équipement des forages ainsi que la construction des hangars couverts pour les marchés.

Reda A.

Ethiopie

Plusieurs terroristes arrêtés

Le Service national de la sécurité et du renseignement (NISS) en Ethiopie a annoncé, lundi, l'arrestation de plusieurs membres du groupe terroriste « al-Shabab » et de l'Organisation terroriste auto-proclamée Etat islamique (EI/Daech) qui planifiaient des attaques en Ethiopie.

Ces éléments ont été arrêtés à Addis-Abeba et dans d'autres

région de l'Ethiopie, ainsi à l'extérieur du pays, alors qu'ils se préparaient à perpétrer de multiples attaques, précise le NISS dans un communiqué relayé par l'agence ENA. Ils projetaient d'attaquer des lieux et sites bondés accueillant des fêtes religieuses, note la même source. Le premier groupe, dirigé par Muhamed Abdulahi Dulet, connu sous le

pseudonyme Yahya Ali Hassen, a été arrêté alors qu'il se préparait à une attaque après avoir identifié et photographié des lieux et des hôtels cibles. Cette opération a été menée en collaboration avec les services de renseignement de Djibouti, du Somaliland, du Puntland, des Etats-Unis, d'Italie, de France et d'Espagne, précise la même source.

Reda A.

Élections régionales en Colombie : Sept candidats tués, 46 autres menacés

Depuis le début de la campagne pour les élections régionales, sept candidats ont perdu la vie et au moins 46 autres ont été menacés. Les perspectives sont inquiétantes. Dans la lutte pour le pouvoir local, certains candidats luttent pour la poursuite de leurs aspirations politiques et rester en vie.

Par Camilo Rengifo Marín

Faire de la politique dans de nombreuses régions de la Colombie est une activité dangereuse. Les élections de 2019 contrastent avec celles de 2015, les plus pacifiques de l'histoire récente. Selon le Bureau du Médiateur, dans 402 municipalités, la présence d'acteurs armés illégaux présente un certain niveau de risque, mais le gouvernement d'extrême droite d'Iván Duque n'agit pas contre l'insécurité publique et le massacre en masse des dirigeants politiques, syndicaux, paysans et autochtones.

Lors des prochaines élections, le 27 octobre, les Colombiens éliront les gouverneurs des départements, les maires locaux, les députés aux assemblées départementales, les conseillers municipaux, les élus locaux et les membres des conseils administratifs locaux. Les analystes suggèrent que le retour de la démocratie locale et les appels d'offres aux groupes criminels pour les territoires sont à l'origine des meurtres et des menaces des candidats et des militants sociaux.

Les chiffres officiels indiquent qu'entre le 27 octobre 2018 et le 27 août 2019, des actes de violence ont été enregistrés contre 364 dirigeants politiques, sociaux et communautaires, dont 91 ont été assassinés depuis le début du calendrier électoral.

Ces élections sont les premières où les Farc, ancienne guérilla transformée en parti après les accords de paix de décembre 2016, sont considérés dans les territoires comme un nouvel acteur politique. Depuis la signature de l'accord, 160 ex-combattants ont été assassinés et maintenant que les élections approchent, les menaces contre les dirigeants du parti se multiplient.

Les organisations de défense des droits



de l'homme, les partis politiques eux-mêmes et les commissions internationales ont demandé au gouvernement de multiplier et de renforcer les mesures de protection. La situation est si dramatique que certaines municipalités ont même envisagé d'annuler les élections.

Depuis la clôture de l'enregistrement des candidats le 27 juillet, 53 candidats ont été officiellement enregistrés comme victimes de violences politiques : 39 ont été menacés, deux ont été enlevés, cinq ont été victimes d'attaques et sept autres ont été tués.

Les membres du Centre démocratique, le parti de l'ancien président Álvaro Uribe, ont déclaré qu'il y avait 68 militants en danger, dont des candidats, des membres du Congrès et des membres de la direction. Les zones les plus préoccupantes restent celles qui ont subi le conflit interne, telles que Cauca, Norte de Santander et Nariño.

Pendant ce temps, après les journées de mobilisation et de protestation, la dernière le 12 septembre, les menaces contre les enseignants se sont également poursuivies.

Depuis le début de l'année, plus de dix personnes ont déjà été assassinées et 720 menaces ont été enregistrées, a dénoncé Nelson Alarcón, président de la Fédération colombienne des travailleurs de l'éducation.

Alarcón a déclaré que la « Caravane pour la vie et la paix » prévue pour le Cauca et d'autres départements du pays a dû être reportée indéfiniment après les menaces que le syndicat des enseignants a reçues des « Aigles noirs », les escadrons paramilitaires de la mort.

Causes

Le Centre de ressources pour l'analyse des conflits (Cerac) a rappelé que l'Accord de paix a intensifié la concurrence politique dans les régions du pays où la démocratie était pratiquement éteinte, tandis que dans certaines de ces régions, les conflits entre organisations criminelles ont également augmenté.

La combinaison de ces deux phénomènes explique, selon le Cerac, l'augmentation de la violence politique qui menace la vie de ceux qui exercent une sorte de pouvoir organisa-

tionnel - communautaire ou politique - dans ces régions.

Cette année, 36 personnes ont été blessées lors d'attaques de violence politique, soit une augmentation de 50% par rapport à 2015 (24 blessés) et un doublement du chiffre enregistré en 2011 (18 blessés). La violence politique est très ciblée : en 2019, les actions étaient concentrées dans 15% des municipalités du pays (151 sur 1 022 municipalités), en 2015, elles en ont touché 13% (129 sur 1 022) et en 2011, 11% (109 sur 1 022).

Pour le Cerac, il existe un lien entre la violence politique et les conflits des groupes armés, puisque sept zones les plus touchées par cette forme de violence font état de conflits parmi ceux qui cherchent à contrôler l'exploitation des rentes criminelles : la région de Catatumbo, la région du Bajo Cauca en Antioquia, le département de Arauca, Chocó, principalement dans les municipalités bordant Urabá à Antioquia, le sud du Valle del Río Cauca, le nord des Andes au Cauca et la région Pacifique de Nariño.

Camilo Rengifo Marín

Trump et ses opposants relancent les hostilités sur son appel controversé avec l'Ukraine

Les échanges entre le président américain et l'opposition se sont durcis dimanche au sujet de sa conversation controversée avec le président ukrainien, dont Donald Trump a espéré que la publication soit possible.

Le milliardaire républicain est au cœur d'une nouvelle polémique, étant accusé d'avoir encouragé son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, à enquêter sur le fils de Joe Biden, le favori démocrate pour la présidentielle américaine. Ces accusations sont issues de révélations d'un lanceur d'alerte membre des services de renseignement américains.

Hunter Biden, le deuxième fils de l'ancien sénateur, a travaillé pour un groupe gazier ukrainien à partir de 2014, lorsque son père était vice-président de Barack Obama. Cette compagnie a été la cible d'une enquête chapeautée par un procureur ukrainien que Washington a souhaité voir limoger en raison de ses piètres résultats en matière anticorruption.

Vendredi, M. Biden a exigé que Trump publie la retranscription de cet appel, tout en assurant n'avoir « jamais parlé avec (son) fils de ses activités professionnelles à l'étranger ».

« S'il y a eu ingérence électorale de la part du vice-président, je pense que le peuple américain a le droit de savoir », a déclaré dimanche le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, sur la chaîne CBS.

« Nous savons qu'il y a eu ingérence dans les élections de 2016, et s'il se passe quelque chose avec le président ou sa famille qui a causé un conflit d'intérêts et que le vice-président Biden s'est comporté d'une manière incompatible avec la façon dont les dirigeants devraient fonctionner, je pense que le peuple américain mérite de le savoir ».

« Extrêmement troublant »

Donald Trump a, quant à lui, multiplié les déclarations contradictoires au sujet de ses conversations téléphoniques, défendant son

droit à les garder confidentielles, tout en suggérant de publier son appel avec M. Zelensky.

« Lorsque le président parle au dirigeant d'un autre pays, il doit pouvoir parler à ces gens, et ces gens ne veulent pas savoir qu'ils sont enregistrés », a défendu le locataire de la Maison-Blanche devant des journalistes.

« On ne peut pas faire cela à un président et à d'autres pays, mais tout cela étant dit, nous avons eu une très bonne conversation, une conversation très franche, très honnête. J'espère qu'ils pourront la sortir », a-t-il ajouté.

Cette affaire a suscité la gêne au sein de sa majorité.

« Si le président avait demandé ou fait pression sur le président ukrainien pour qu'il enquête sur son rival politique, soit directement, soit par l'intermédiaire de son avocat, ce serait extrêmement troublant. Il est essentiel que les faits soient rends publics », a ainsi tweeté le sénateur républicain, Mitt Romney, qui se montre volontiers critique à l'égard de l'actuel

locataire de la Maison-Blanche.

Elle a aussi relancé les appels à la destitution du président américain, émis par des élus du camp démocrate.

« Il est temps pour nous de dénoncer le comportement illégal de Donald Trump et d'entamer des procédures de destitution - maintenant », a affirmé la candidate à la Maison-Blanche, Elizabeth Warren.

« A ce stade, le plus grand scandale national n'est pas le comportement du président qui viole la loi - c'est le refus du parti démocrate de le destituer pour cela », a également fustigé la benjamine de la Chambre, Alexandria Ocasio-Cortez.

« Si l'exécutif persiste à empêcher le lanceur d'alerte de parler au Congrès, il entrera dans une nouvelle période dangereuse de non-droit qui nous mènera à une toute nouvelle étape de l'enquête », a averti Nancy Pelosi, la présidente démocrate de la chambre basse.

AFP

Brexit



"Un moment tragique pour l'Europe", estime Jean-Claude Juncker

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne prévue le 31 octobre "est un moment tragique pour l'Europe", déclare le président sortant de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, dans un entretien publié dimanche par le quotidien espagnol El País.

Le chef de l'exécutif européen, qui abandonnera son poste justement le 31 octobre, fait valoir que le Brexit «va à l'encontre du sens de l'histoire et de l'esprit de l'ancien homme d'Etat britannique, Winston Churchill qui en son temps, plaيدا pour des Etats-Unis d'Europe».

«Je crois que nous avons encore la possibilité de parvenir à un accord» avec Londres, estime cependant M. Juncker, qualifiant de «constructive et en partie positive» sa rencontre lundi dernier à Luxembourg avec le Premier ministre britannique, Boris Johnson.

«Je ne partage pas l'idée de ceux qui pensent que Johnson joue avec nous et avec lui-même. Je crois qu'il tente de chercher un accord acceptable aussi bien pour le Parlement britannique que pour le Parlement

européen», dit-il.

M. Juncker exprime dans cet entretien un regret : que la Commission ait «décidé de ne pas intervenir» en 2016, quand le Royaume-Uni organisa un référendum sur son appartenance à l'UE et près de 52% des votants se sont prononcés en faveur d'une sortie.

M. Juncker évoque «une campagne de mensonges et fake news» avant ce référendum et ajoute : «à la Commission, nous avons décidé de ne pas intervenir, à la demande de David Cameron (Premier ministre du RU de 2010 à 2016, Ndlr) et ça a été une grande erreur».

Interrogé sur «la crise en Catalogne», M. Juncker se refuse à «commenter les procédures judiciaires en cours en Espagne», où la Cour suprême doit rendre sa sentence à l'is-

sue du procès des dirigeants indépendantistes jugés pour leur rôle dans la tentative de sécession de 2017. Mais le dirigeant européen sur le départ ajoute sans ambages : «Je ne suis pas favorable à un nationalisme stupide, parce que cela ne mène nulle part».

«Ce n'est pas un commentaire contre la Catalogne que je respecte comme elle est aujourd'hui», tempère-t-il aussitôt, les indépendantistes, de gauche et de droite, étant à la tête de la région du nord-est de l'Espagne aux 7,6 millions d'habitants. «L'Europe est un petit continent qui est en train de perdre de l'importance économique et démographiquement», plaide M. Juncker, «ce n'est donc pas le moment des regroupements nationalistes mais plutôt d'unir les peuples».

AFP

Indonésie

Emeutes en Papouasie, des bâtiments incendiés

De nouvelles émeutes ont éclaté en Papouasie hier, et plusieurs bâtiments ont été incendiés à Wamena dans le centre de cette province d'Indonésie agitée par des violences depuis la mi-août, ont rapporté les médias.

Depuis des incidents racistes contre la population mélanésienne, des manifestations et des émeutes parfois meurtrières se sont succédées en Papouasie et ont aussi relancé les appels à un référendum pour l'indépendance. Le siège du département de Wamena, ville du centre montagneux de la

Papouasie, a été détruit par un incendie ainsi que d'autres bâtiments et magasins hier. Une centaine de lycéens et d'étudiants s'étaient rassemblés pour protester contre des propos racistes attribués à un enseignant.

A Jayapura, la ville la plus importante de Papouasie, des étudiants s'étaient aussi rassemblés devant une université pour une manifestation contre le racisme. Des heurts ont eu lieu avec la police qui a fait des tirs de sommation en voulant les déplacer vers un autre site.

A Wamena, «des bâtiments publics et des magasins ont été endommagés et brûlés», a confirmé le porte-parole de la police, Dedi Prasetyo. Mais «les forces de sécurité ont pris des mesures pour empêcher que les émeutes ne prennent de l'ampleur», a-t-il noté.

Depuis le 19 août, de nombreuses localités de Papouasie ont connu des manifestations, certaines dégénérant en émeutes avec des bâtiments incendiés et des affrontements avec les forces de l'ordre.

Les troubles ont débuté en réaction à des incidents racistes contre des étudiants papous à Surabaya, la deuxième plus grande ville d'Indonésie sur l'île de Java. Ils ont ensuite relancé les revendications pour un référendum sur l'indépendance.

Le bilan des violences a fait l'objet d'informations contradictoires.

Selon le gouvernement, cinq civils ainsi qu'un soldat ont été tués et 15 résidents ainsi que deux policiers blessés. Mais des médias locaux et des groupes séparatistes évoquent plus de victimes.

La semaine dernière, trois personnes, dont un adolescent et un jeune enfant, ont été tuées dans le district de Puncak (Papouasie occidentale) au cours d'une fusillade entre les forces armées et des séparatistes, selon l'armée.

La Papouasie connaît une rébellion indépendantiste sporadique contre le gouvernement indonésien qui a pris le contrôle de cette région riche en ressources naturelles dans les années 1960 après la colonisation néerlandaise. La partie orientale de l'île est occupée par la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Etat indépendant depuis 1975.

Reda A.

Trump tente de séduire la diaspora indienne aux Etats-Unis

Donald Trump a tenté dimanche de séduire la diaspora indienne des Etats-Unis, traditionnellement largement démocrate, au cours d'un grand meeting en l'honneur d'un autre ardent défenseur du nationalisme, le Premier ministre indien, Narendra Modi.

Donnant à cette manifestation festive et colorée des allures de meeting électoral, le président américain a comparé la vague d'immigration à la frontière mexicaine aux tensions entre l'Inde et le Pakistan sur la région contestée du Cachemire.

«La sécurité des frontières est vitale pour les Etats-Unis. La sécurité des frontières est vitale pour l'Inde, je le comprends bien», a-t-il lancé

sous les applaudissements de la foule.

Le public a aussi acclamé la promesse de M. Trump de continuer à «protéger les civils innocents de la menace du terrorisme radical islamique». «Nous nous occuperons de nos citoyens de la diaspora indienne avant de nous occuper des immigrants clandestins qui veulent inonder notre pays», a assuré le président républicain qui, à 14 mois de l'élection présidentielle, doit adoucir son image à Houston, l'une des villes américaines les plus multiethniques, où le parti démocrate gagne du terrain.

Pour sa part, M. Modi, qui se trouve dans le pays à l'occasion de l'assemblée générale de l'ONU, a fait les louanges du milliardaire améri-

cain, qu'il a qualifié «d'amical, accessible et plein d'esprit».

Organisée dans un stade de Houston par la communauté indienne des Etats-Unis, cette manifestation a été présentée comme la plus grande réception jamais organisée pour un dirigeant étranger aux Etats-Unis hormis le pape.

Elle a commencé par une bénédiction Sikh, des danses endiablées et, Texas oblige, des pom-pom girls coiffées de chapeaux de cowboy, avant l'arrivée des deux dirigeants.

Modi, qui a été réélu sans difficulté à la tête de l'Inde, consolidant l'emprise des nationalistes hindous sur la démocratie la plus peuplée du globe, est connu pour apprécier les grands ras-

semblements lors de ses voyages à l'étranger. La présence de Donald Trump à cette manifestation est plus inhabituelle. Les présidents américains se joignent rarement aux rassemblements honorant les dignitaires étrangers et M. Trump, qui a fait de la fermeté sur l'immigration un sujet central de sa campagne 2020, n'est pas connu pour célébrer la diversité ethnique des Etats-Unis.

La diaspora indienne aux Etats-Unis, forte de 4 millions de personnes, est l'une des plus prospères du pays, mais c'est aussi l'une des plus fidèles au parti démocrate. En 2016, 80% d'entre eux ont voté pour Hillary Clinton.

AFP

Grande Bretagne

Le voyageur Thomas Cook fait faillite, opération de rapatriement géante

Le voyageur britannique Thomas Cook a annoncé lundi qu'il faisait faillite après avoir échoué à trouver des fonds nécessaires pour sa survie et va être placé en liquidation.

Les autorités vont devoir organiser un rapatriement massif de quelque 600.000 touristes dans le monde dont 150.000 pour la Grande-Bretagne, deux fois plus que lors de la faillite de la compagnie aérienne britannique Monarch il y a deux ans, soit l'opération la plus importante pour des civils depuis la deuxième guerre mondiale.

«Malgré des efforts considérables (au cours du week-end), les discussions entre les différentes parties prenantes du groupe et de nouvelles sources de financements



Corée du Sud

Un autre cas suspect de peste porcine africaine signalé

Le ministère sud-coréen de l'Agriculture a annoncé lundi qu'un autre cas suspect de peste porcine africaine (PPA) avait été signalé, après que le pays a confirmé deux cas de cette maladie animale mortelle la semaine dernière.

Le cas suspect a été signalé dans une ferme de Gimpo, à 30 km à l'ouest de Séoul, selon le ministère. Il s'agissait du premier cas suspect signalé au sud de la rivière Han, qui traverse la capitale sud-coréenne.

Le premier cas confirmé de PPA en Corée du Sud a été rapporté mardi à Paju, près de la frontière avec la Corée du Nord. Le deuxième cas confirmé a été signalé le lendemain à Yeoncheon, une ville voisine.

Selon le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, le site du nouveau cas suspect, une ferme comptant 1.600 porcs, est situé à environ 15 km de la ferme de Paju et à 45 km de Yeoncheon.

Plus de 3.000 porcs sont actuellement élevés dans un rayon de 3 km de la ferme de Gimpo, a ajouté le ministère, précisant qu'il a dépêché des responsables de la quarantaine à la ferme pour obtenir plus de détails et recueillir des échantillons.

L. M.

Tunisie

Un policier poignardé à mort et un militaire blessé

Un policier a été tué et un militaire blessé lundi, d'un coup de couteau à proximité de la Cour d'Appel de Bizerte, à 70 km au nord de Tunis, a annoncé le ministère tunisien de l'Intérieur. L'assaillant qui a été arrêté a également blessé un militaire, indique un communiqué du ministère cité par l'agence d'information TAP. Les enquêtes se poursuivent pour élucider les causes de cette attaque.

Cet acte de violence intervient une semaine après le premier tour de l'élection présidentielle anticipée qui a vu l'indépendant Kais Saïd arrivé en tête avec 620 711 voix (18.4%), devant de 2,8% des voix, Nabil Karoui, candidat du parti Qalb Tounes (Au cœur de la Tunisie) qui a recueilli 525 517 (15.6%). Ils s'affronteront au deuxième tour dont la date n'a pas encore été fixée. Il coïncide aussi avec l'annonce des décisions de justice concernant les recours intentés contre les résultats préliminaires de l'élection présidentielle anticipée qui devrait avoir lieu, lundi.

L. M.

possibles n'ont pas débouché sur un accord. Le conseil d'administration a donc conclu qu'il n'avait d'autre choix que de prendre les mesures pour entrer en liquidation judiciaire avec effet immédiat», explique le communiqué.

En parallèle, l'autorité britannique de l'Aviation (CAA) a indiqué que le groupe Thomas Cook, «tour opérateur et compagnie d'aviation à la fois, a cessé ses activités avec effet immédiat.

Toutes les réservations Thomas Cook,

vols et séjours, sont désormais annulés».

Né en 1841, le tour opérateur indépendant le plus vieux du monde, compte 22.000 employés dont 9.000 au Royaume-Uni.

Le voyageur très lourdement endetté a vu son horizon s'assombrir ces dernières années à cause de la concurrence acharnée des sites internet de voyage à bas prix et de la frilosité de touristes inquiets du Brexit notamment.

Il avait annoncé une perte abyssale d'1,5 milliard de livres pour le premier semestre,

pour un chiffre d'affaires de quelque 10 milliards.

Son destin s'est joué en quelques jours: des créanciers lui ont demandé la semaine dernière de trouver 200 millions de livres (227 millions d'euros) de financements supplémentaires pour qu'un plan de sauvetage déjà accepté de 900 millions de livres et mené par le chinois Fosun, premier actionnaire, soit validé. Des discussions marathon ont eu lieu tout le week-end, mais en vain.

R. H.

Secours en Méditerranée

L'Italie autorise à débarquer 182 migrants

L'Italie a autorisé le débarquement sur son territoire de 182 migrants secourus en mer, la deuxième décision en ce sens en une semaine après quinze mois de fermeture de ses ports aux navires humanitaires, a annoncé dimanche l'organisation SOS Méditerranée.

Ces migrants secourus au large des côtes libyennes il y a une semaine par l'Ocean Viking, le navire de SOS Méditerranée et de Médecins sans frontières (MSF), pourront débarquer à Messine, en Sicile (sud), a indiqué sur Twitter SOS Méditerranée, ONG basée à Marseille (France). Cette information a été confirmée

par des sources du ministère italien de l'Intérieur citées par le quotidien La Stampa. «Nous sommes soulagés de constater que pour la deuxième fois en une semaine, l'Italie ouvre un port à des personnes secourues en Méditerranée», s'est félicité SOS Méditerranée.

Le 17 septembre, Rome avait déjà ouvert le port de l'île de Lampedusa à 82 personnes secourues par l'Ocean Viking. L'Italie était restée fermée aux navires humanitaires depuis le 9 juin 2018, lorsqu'elle avait refusé d'accueillir les 630 rescapés de l'Aquarius, prédécesseur de l'Ocean Viking. Ce revirement intervient après le

départ du gouvernement du ministre de l'Intérieur d'extrême droite Matteo Salvini, tenant d'une ligne dure sur l'immigration. Un nouvel exécutif, fruit d'une alliance entre le Mouvement 5 Etoiles (M5S) et le Parti démocrate (gauche), a depuis pris ses fonctions.

Les ministres de l'Intérieur de cinq pays de l'Union européenne se réunissent lundi à Malte pour s'entendre sur un mécanisme de répartition automatique des migrants, un dispositif visant à mettre fin aux négociations au cas par cas à chaque sauvetage opéré en Méditerranée.

K. M.

Après les propos de Bolsonaro

Bachelet dit avoir de la "peine" pour le Brésil

La Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, la Chilienne Michelle Bachelet, affirme dans une interview «avoir de la peine» pour le Brésil après les récentes déclarations de son président Jair Bolsonaro qui a fait l'apologie du régime Pinochet.

«Quand une personne dit que dans son pays il n'y a jamais eu de dictature, qu'il n'y a pas eu de torture et que la mort de mon père sous la torture a permis que le (Chili) ne devienne pas un autre Cuba, alors la vérité c'est que cela me fait de la peine pour le Brésil», a déclaré Mme Bachelet dans cet entretien à la Télévision nationale du Chili dont des extraits ont été publiés dimanche par le journal La Tercera.

En pleine crise des incendies en Amazonie, Jair Bolsonaro avait dénoncé «l'ingérence, dans la ligne (du président français Emmanuel) Macron», de l'ONU «dans les affaires intérieures et la souveraineté» du Brésil, après que Mme Bachelet eut déploré un

«rétrécissement de l'espace démocratique» au Brésil sous sa présidence d'extrême droite.

M. Bolsonaro avait ensuite attaqué personnellement Mme Bachelet sur Facebook. «Elle oublie que le Chili n'est pas devenu un (nouveau) Cuba grâce à ceux qui ont eu le courage de renverser la gauche en 1973, parmi ces communistes, son père», a écrit le président, apologue assumé par ailleurs de la dictature au Brésil.

Le père de Mme Bachelet, Alberto Bachelet, un général d'aviation, est mort à 50 ans en prison, où il a été torturé, un an après le coup d'Etat d'Augusto Pinochet.

Les déclarations de M. Bolsonaro avaient choqué au Chili. Dans l'interview, Mme Bachelet souligne encore que «le rétrécissement de l'espace démocratique ne concerne pas que le Brésil», ajoutant qu'en matière de droits de l'Homme «aucun pays n'est parfait».

R. K.

71^{ème} Emmy Awards

"Fleabag" crée la surprise

La comédie britannique Fleabag, a créé la surprise lors de la soirée de remise des Emmy Awards, les récompenses de la télévision américaine en étant sacrée meilleure comédie.



Fleabag a triomphé face à des concurrents comme La Fabuleuse Mme Maisel, Veep ou Barry. Fleabag a aussi raflé la mise de la "meilleure actrice" avec sa créatrice Phoebe Waller-Bridge, également primée pour le scénario lors de cette cérémonie qui équivalait aux Oscars pour la télévision américaine.

"C'est tout simplement merveilleux et rassurant de savoir qu'une femme dégoûtante, tordue et en colère puisse gagner aux Emmys", a lancé l'artiste avec son habituelle ironie, en référence à son personnage.

Produite par la BBC et achetée par

Amazon, Fleabag avait été ignorée l'an dernier par les Emmy Awards. Mais la seconde saison a suscité un vif engouement, de même que Waller-Bridge qui a déjà prévenu qu'il n'y aurait pas de saison 3.

A l'issue d'une 8ème et dernière saison vivement critiquée, Game of Thrones aura assuré le minimum syndical, décrochant le prix de la meilleure série dramatique et celui du meilleur second rôle pour Peter Dinklage (Tyron Lannister).

La saga HBO, la plus titrée de l'histoire de la télévision américaine, aura tout de même pour la troisième fois réussi à récolter 12

Emmy Awards en une seule édition. La série avait déjà reçu 10 Emmy Awards le week-end dernier lors d'une première salve de prix remis dans des catégories créatives et techniques.

La légendaire série médiévale-fantastique, pleine de sang, de fureur et de dragons, a toutefois échoué dans les catégories phares du meilleur acteur et de la meilleure actrice.

Autre surprise, c'est Billy Porter qui a été désigné par l'Académie des Emmy Awards "meilleur acteur dans une série dramatique" pour son rôle dans la série Pose.

La récompense reçue par Billy Porter aux

Emmy Awards reflète les efforts de Hollywood pour mieux représenter la diversité des Etats-Unis.

Côté meilleure actrice dramatique, c'est Jodie Comer, la redoutable tueuse à gage Villanelle dans Killing Eve qui s'est imposée face à sa partenaire Sandra Oh, favorite des nominations, et Emilia Clarke, mondialement connue et adulée pour son rôle de Daenerys Targaryen dans Game of Thrones.

Outre Fleabag, une autre comédie déjantée, La Fabuleuse Mme Maisel, s'est fait remarquer avec des Emmy pour ses deux seconds rôles, Tony Shalhoub et Alex Bornstein.

Grosse déception en revanche pour Veep, autre saga estampillée HBO qui faisait comme Game of Thrones ses adieux aux Emmy Awards après sept saisons.

Elle est repartie bredouille alors qu'elle avait été proclamée "meilleure comédie" en 2015, 2016 et 2017.

Chez les garçons, le prix du meilleur acteur dans une comédie est allé à Bill Hader, pour la saison 2 de Barry, où il incarne un tueur à gages qui se prend de passion pour le théâtre.

Elle était aux prises avec Dans leur regard, adaptation par Netflix de l'histoire véridique de cinq jeunes hommes noirs ou hispaniques accusés à tort d'un viol à New York.

Jharrel Jerome a tout de même été récompensé pour sa performance dans cette mini-série mais la victoire de Chernobyl ressemble à "un coup de poignard dans le coeur de Netflix", selon Pete Hammond. Car malgré sa puissance de frappe, la plate-forme de vidéo à la demande reste bredouille dans les trois grandes catégories des Emmy Awards.

Reda A.

Journée des rencontres cinématographiques de Béjaïa

Touiza de Karim Bengana et Babylone-Constantina au programme

Touiza, un court métrage du cinéaste Karim Bengana et Babylone-Constantina, un long métrage de Sid Ahmed Sémiane, fraîchement sortis des cartons (2019), projetés, dimanche soir à la Cinémathèque de Béjaïa, au 2ème jour de l'ouverture des rencontres cinématographiques de Béjaïa ont visiblement ravi.

Deux projets, deux sensibilités et deux thématiques que rien ne rapproche à première vue, mais qui paradoxalement se rencontrent et se complètent dans leur objectif visant à rendre compte des difficultés de la vie, de la détresse humaine, mais aussi des espoirs qui peuvent en surgir. Les deux trames ont ce point commun également de se tisser sur un sujet partagé, en l'occurrence le terrorisme. Bengana en fait un élément central de son

oeuvre et Sémiane une référence de second plan.

Touiza signifie, en berbère, solidarité. Mais dans le film, paradoxalement, il exprime une idée contraire. Il met en scène deux personnes qui vivent ensemble, mais qui ne se parlent pas. "Quant l'entraide n'est pas là, on est dans la violence", explique l'auteur, qui en grossi les traits en faisant évoluer ses deux héroïnes, une bourgeoise post-indépendance et sa domestique, dans un espace fermé, un vase clos, qui rend leur contact encore plus pénible.

L'une et l'autre ont perdu le goût de la vie. Yasmine se réfugie dans la religion et sa patronne ne tire ses semblants de joies, qu'en bichonnant sa chienne comme un bébé et envers qui elle a transféré tout son intérêt et son affection. De

fil en aiguille, la domestique verse dans l'activité terroriste et finit par s'exploser sur une place publique alors que sa patronne, par désespoir en vient à tuer sa chienne.

Une chute terrible, voulue expressément par Bengana pour symboliser, autant l'enfermement du pays durant la décennie noire et les silences qui se sont imposés alors à une large partie de la population, ostensiblement gagnée par la méfiance entre ses différentes parties.

Pour Sid Ahmed Sémiane, en revanche, le terrorisme s'il a produit des drames, il en a pas pourtant inhibé ou brider les rêves. Malgré les attentats et la peur, les populations ont trouvé l'énergie et les ressorts adéquats à chaque épreuve pour rebondir ou continuer tout simplement à vivre. Et quoi de

mieux pour le faire que de s'embarquer dans un projet musical euphorique.

Exploitant la tenue du festival international de Djazz, organisé en 2000 à Tabarka en Tunisie puis ramené et dupliqué à Constantine, il en profite pour filmer toutes les coulisses de l'organisation, la fièvre des artistes en répétition et leur engagement à sublimer leur art. Pour réussir son pari, Sid Ahmed Sémiane a sorti les grands moyens et convoqué pour s'y produire des valeurs sûres et des artistes universels hors pairs.

Alpha Blondy, Stéphane Gaillairdo, Karim Ziad, Billy Cobhane, et tant d'autres stars, invités du festival, ont été suivis pas à pas et sa caméra à capturé leurs meilleurs passages, leurs moments de détente et leur état

d'esprit. Une prouesse.

Naturellement, il n'y avait pas que les vedettes. Tout le cru et la fine fleur de Cirta était là aussi. Les rappeurs, El Aïssaoua, les maîtres du malouf dont Raymond, le père fondateur, et surtout un innarrable Ammi Ahmed, gardien de ce patrimoine millénaire, et qui préservait des bandes sonores qui datait de l'époque de Radio Constantine et qui en prenait soin comme la prunelle de ses yeux.

Un voyage de folie, qui allait d'un scène à une autre, d'un genre musical à un autre, le tout compilé dans une sensation d'unicité époustouflante. Toute la magie du film est là, et visiblement Sémiane pouvait se passer d'une composition dramatique. Car tout y est dit en musique et en poésie.

L. T.

Djelfa

Une fresque murale en hommage au défunt Cheikh Atallah

Un hommage appuyé a été rendu à Djelfa au défunt humoriste et comédien, Ahmed Benbouzid, plus connu sous le nom de Cheikh Atallah, à la veille du 3ème anniversaire de sa mort (2 novembre 2016), à travers la réalisation d'une fresque murale à son effigie.

Cette peinture murale reproduisant, de belle manière, les traits de cet artiste à l'humour décalé, encore fortement présent dans les mémoires de tous ses confrères et concitoyens, a été réalisée à l'initiative de la wilaya de Djelfa, par un artiste local, Ahmed Boukechrida, avec l'aide d'un groupe de jeunes amateurs de Street Art.

Sur ce portrait, réalisé sur le mur (12 m

de hauteur et 7 m de largeur) d'un immeuble du boulevard principal de la cité Si l'Houes, le passant peut nettement reconnaître le large sourire du défunt Ahmed Benbouzid, dont l'action en faveur du patrimoine culturel local, notamment, fut à l'origine de sa propulsion au devant de la scène artistique et culturelle nationale. Le défunt est considéré, à ce jour, parmi les comédiens et humoristes les plus connus des jeunes générations, grâce à son humour corrosif et décalé, non exempt de messages bien ciblés, ayant fait de lui une véritable icône.

Un fait à l'origine de cette initiative prise par un groupe de ses fans aidés par les

autorités locales, en la personne du wali Toufik Dhif, qui ont décidé de rendre hommage à cette personnalité artistique et culturelle largement reconnue à l'échelle nationale, à travers la réalisation du portrait mural.

Dans une déclaration à l'APS, Boukechrida a souligné l'inscription de cette oeuvre au titre des activités du club culturel Djazaïr Achabab, dont il est le président, en collaboration avec la fondation culturelle locale Achtak.

Le portrait mural, peint avec l'aide des artistes Farouk Bentchiche et Abderrahmane et Slimane Kitmane, "figure parmi les plus grands réalisés en homma-

ge à un artiste algérien", a assuré Boukechrida, par ailleurs. La population de Djelfa n'a pas manqué d'exprimer sa fierté à l'égard de cette oeuvre-hommage, tout en appelant à davantage d'initiatives susceptibles de sauvegarder la mémoire et l'oeuvre de Atallah qui a "consacré sa vie à la promotion du patrimoine culturel local, dont il était l'un des plus fervents défenseurs", se souvient-on à Djelfa.

L'humoriste et ancien député, Ahmed Benbouzid, plus connu sous le pseudonyme de Cheikh Atallah, a disparu tragiquement, à l'âge de 46 ans, suite à un accident de la route survenu le 2 novembre 2016 à Ghardaïa.

Reda A.

«La situation la plus insupportable n'est pas le malheur subi, c'est le malheur imaginé.»
Françoise Giroud



«C'est un malheur de ne pouvoir supporter le malheur.»

Page animée par Tinhinan

ACTU-FEMMES

KATE MIDDLETON ENCEINTE : LES PARIS SUSPENDUS...



Kate Middleton serait-elle enceinte de son quatrième enfant ? Les bookmakers britanniques en sont si intimement persuadés qu'ils ont suspendu leurs paris et s'attendent à une annonce imminente.

Après Archie, le fils de Meghan Markle et le prince Harry en mai dernier, la famille royale britannique s'apprête-t-elle à accueillir un nouveau membre ? Depuis quelques semaines, la rumeur d'une nouvelle grossesse de Kate Middleton se fait de plus en plus forte. Pour certains observateurs, de nombreux indices concordent et l'annonce serait imminente. Premier élément en faveur d'une grossesse, Kate Middleton a récemment changé de coiffure. Un détail pour certains, un indice très clair pour d'autres ! A chacune de ses grossesses, l'épouse du prince William avait en effet apporté une légère modification à sa coupe ou sa couleur de cheveux.

L'experte en langage corporel Judi James a confié au Daily Star Online qu'elle avait remarqué un autre geste équivoque dans l'attitude de Kate Middleton, la duchesse ayant fréquemment touché son ventre lors de ses dernières apparitions publiques. La jeune femme est apparue plus souriante et radieuse que jamais au jardin botanique royal de Wisley dans le Surrey, passant un long moment avec les enfants présents.

Les parieurs étant tellement nombreux à miser sur une annonce imminente que Ladbroks a choisi de suspendre les paris. Jessica O'Reilly, employée du célèbre site de paris en ligne, a confié à Mirror Online que le site avait reçu une avalanche de paris ces dernières semaines : "Les fans semblent penser que Kate montre tous les signes avant-coureurs de la grossesse et espèrent que George, Charlotte et Louis accueilleront un frère ou une sœur dans la fratrie l'année prochaine." S'il ne s'agit pour l'heure que d'un faisceau d'indices concordants, il est bon de rappeler que les parieurs britanniques se trompent rarement...

DÉTOX

Des conseils alimentaires boosteurs d'énergie

Purifier son organisme de l'entrée au dessert, c'est le défi relevé par le chef Gilles Le Gallès avec les conseils nutritionnels de Brigitte Mercier-Fichaux. Sa recette : des ingrédients locaux et sélectionnés avec soin pour faire le plein de nutriments et favoriser la vitalité.

DÉTOX : UN PETIT DÉJEUNER DIGESTE ET RICHE EN PROTÉINES

Pour enclencher l'élimination des toxines au niveau du foie, versez le jus d'un demi-citron dans de l'eau chaude et buvez au réveil. Accompagnez-le d'une tartine de pain complet recouvert d'un peu de miel et faites suivre d'une demi-heure de marche. Pensez à respirer à fond : les poumons aussi éliminent les toxines. Au retour, il est temps de prendre le petit déjeuner. L'accent est mis sur les protéines qui éviteront les petits creux : œuf à la coque, fromages de chèvre ou de brebis... «Le blé pose parfois des problèmes de digestion», rappelle Brigitte Mercier-Fichaux. «Il ne faut pas hésiter à privilégier d'autres céréales comme le sarrasin... Quant aux produits laitiers, ceux de chèvre ou de brebis renferment des protéines plus digestes et moins allergisantes. Le lait ribot, naturellement fermenté, est intéressant aussi, car il ne contient presque plus de lactose, pas toujours bien toléré.» Un thé vert, du pain complet bio ou un blini de sarrasin, une salade de fruits frais et une compote de pommes et de pruneaux apportent les vitamines, sucres et fibres. Résultat : on arrive au déjeuner sans avoir eu faim et en pleine forme !

AU DÉJEUNER, ON FAIT LA PART BELLE AUX CRUDITÉS

«Pour que l'organisme mette en place les processus de détoxification, il lui faut énormément de vitamines B, de minéraux et de nombreuses enzymes qui sont les catalyseurs indispensables à toute réaction biochimique, souligne la diététicienne. Donc des aliments crus car, de cette façon, il n'y a aucune perte vitaminique, minérale ou enzymatique. Le fonctionnement du foie est amélioré.»

En pratique, on se prépare une belle assiette de crudités, en privilégiant les légumes qui stimulent les fonctions hépatiques : betterave rouge, navet, radis noir, fenouil, cresson, pissenlit... Le plat est composé de 150 g de viande blanche, de volaille ou de poisson, accompagné de féculents (lentilles, haricots secs, petit épeautre, quinoa, sarrasin...) et d'autant de légumes verts.

Côté boisson, de l'eau ou du thé vert, naturel ou parfumé au jasmin ou au gingembre.

GOÛTER : PLACE À UNE PETITE NOTE SUCRÉE !

Un fruit frais ou une compote, une tranche de pain d'épice, du thé... «Prendre le dessert du déjeuner à l'heure du goûter présente plusieurs avantages», explique la diététicienne. «En plus du petit plaisir sucré, cela permet de tenir tranquillement jusqu'au dîner. Et il n'y a pas d'apports de sucres supplémentaires au déjeuner.»

La charge glycémique de ce dernier reste donc basse, évitant le stockage. Enfin, certains digèrent mal le fruit pris en fin de repas. Le



manger quelques heures plus tard évite ces troubles. «Vous avez du mal à vous passer d'une note sucrée à la fin du repas ? Tenez-vous à ce rythme pendant quatre jours. Ensuite, adoptez une compote de pommes sans sucre au dessert.»

UN DÎNER LÉGER ET RICHE EN MINÉRAUX

«Le soir, une fois que le foie a terminé son travail de digestion, il entame sa détox. D'où

l'intérêt de dîner très légèrement et de consommer des légumes riches en phytonutriments, qui favorisent ce processus». La cure fait de la «soupe crue» son rituel. Des légumes crus mixés avec un bouillon parfumé, agrémentés de protéines (crevettes, dés de poisson...). Résultat riche en goût et très rassasiant. Le plat est végétarien, suivi de fruits cuits. «Ils pochent dans un sirop léger à base de sucre complet riche en minéraux.»



Les DÉBATS

Quotidien national
d'information

Édité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Coupe arabe (16es de finale)/MCA-Dhofar (Oman)

Le "Doyen" pour prendre option



Le MC Alger retrouve la Coupe arabe des clubs dans sa nouvelle formule pour la deuxième saison de suite, après son élimination en quarts de finale lors de la précédente édition par les Soudanais d'El-Merrikh. Au stade 5-Juillet d'Alger, le MCA tentera donc ce soir (20h30) de partir du bon pied face à une équipe omanaise de Dhofar inconnue au bataillon mais qui vient de remporter la Supercoupe de son pays. Le «Doyen», qui souhaite mettre le paquet sur cette lucrative compétition pour aller le plus loin possible et renflouer ses caisses, espère s'imposer avec une marge sécurisante avant le match retour prévu le 30 septembre et qui précédera de quelques jours le «big» derby algérois face à l'USMA. «Cette

Coupe arabe nous intéresse beaucoup, c'est un objectif. On n'a jamais remporté cette compétition qu'on a disputée à plusieurs reprises. C'est un motif supplémentaire pour se donner à fond sur le terrain et pourquoi pas aller en finale», a dit le directeur général sportif du MCA, Fouad Sakhri. L'entraîneur Bernard Casoni a mis l'accent durant les dernières séances d'entraînement sur le volet psychologique et le travail défensif, notamment après les lacunes relevées lors de la dernière victoire en championnat chez le MC Oran (3-2). Les Rouge et Vert qui sont sur une bonne lancée en championnat local avec cette seconde place qu'ils occupent souhaitent continuer sur cette belle dynamique et tenter d'aller le plus loin possible dans cette compétition. Les

joueurs sont, en tout cas, prêts à relever le défi et ne souhaitent pas rater cette occasion pour briller. «La Coupe arabe nous intéresse au plus haut point et nous sommes décidés à aller le plus loin possible», a indiqué le latéral gauche, Belkacem Brahimi qui pense qu'il faut exploiter cette opportunité de jouer à domicile et devant ses fans pour réussir un score sécurisant avant la manche retour. Seul problème, l'état du terrain qui inquiète quelque peu le coach français, Bernard Casoni. Toutefois, le DG du Complexe olympique, Hadj Ali a rassuré les Mouloudéens en affirmant que la pelouse est dans un meilleur état par rapport au dernier match disputé par les Verts face au Bénin.

Imad M.

CAN-2019 cadettes de Handball

L'EN domine le Niger

La sélection algérienne de handball (cadettes) a battu son homologue nigérienne sur le score de 30-20, dimanche lors de la 5e journée de la Coupe d'Afrique de la catégorie qui se déroule à Niamey.

Il s'agit de la deuxième victoire des Algériennes dans la compétition après celle inaugurale devant la RD Congo (28-19), contre trois défaites face à la Tunisie (24-22), l'Angola (36-10) et l'Egypte (36-15). Grâce à ce succès, l'équipe nationale reste 5e au classement avec 4 points mais revient à une unité de la Guinée, exempte dimanche et qu'elle devra battre lors de l'ultime journée pour lui chiper la 4e place, synonyme de qualification pour le dernier carré.

GP de Tachkent de Judo

Sortie précoce de Benamadi et Bouyacoub

Le judoka algérien Abderrahmane Benamadi a été éliminé dimanche du Grand Prix de Tachkent (Ouzbékistan), après sa défaite contre le Géorgien Lasha Bekauri, au deuxième tour des moins de 90 kg. Reversé dans la Poule «D», Benamadi a été exempté du premier tour et il avait fait son entrée en lice directement au deuxième, où il s'est fait battre finalement par le Géorgien qui a réussi à inscrire un Ippon après trois minutes et dix secondes de combat.

L'Algérie a engagé deux autres judokas dans cette compétition, à savoir, Fethi Nourine chez les moins de 73 kg et Lyès Bouyacoub chez les moins de 100 kg. A l'instar de Benamadi, Nourine a été exempté du premier tour dans la Poule «C» de sa catégorie de poids. Il a donc fait son entrée en lice directement au deuxième, où il a difficilement dominé l'Ouzbek Obidkhon Nomonov.

Ce combat a duré pas moins de neuf minutes et 37 secondes, au bout desquelles l'Algérien avait fini par inscrire un Ippon, arrachant au passage sa qualification au troisième tour, où il fut finalement éliminé par le Roumain Alexandru Raicu. Une défaite par Ippon survenue après quatre minutes et 55 secondes de combat. De son côté, le troisième et dernier judoka algérien engagé dans ce tournoi, Lyès Bouyacoub, a déclaré forfait sans même avoir pris part à la compétition. Il devait défier l'Américain L.A. Smith au premier tour de la Poule «C».

Ligue 1 (5e journée)

JSK-CRB à l'affiche

Le choc JS Kabylie - CR Belouizdad, prévu mardi à Tizi-Ouzou, constitue l'affiche de la 5e journée du championnat de Ligue 1 de football dont un match avancé, joué le 15 septembre, a vu le MC Alger battre en déplacement le MC Oran (3-2). Kabyles et Belouizdads en décrocheront dans ce choc de la journée tout en ayant l'esprit à la manche retour du 2e tour des compétitions africaines interclubs, la Ligue des champions pour les premiers et la Coupe de la Confédération pour les seconds, prévue le week-end prochain. Le NC Magra, nouveau promu en Ligue 1, essaiera au stade du 8-Mai-1945 de Sétif de se racheter de la défaite enregistrée contre l'ESS. Il doit pour cela s'imposer, dans un match prévu à huis clos, contre une équipe du CS Constantine mal en point. Le CSC n'a récolté, en effet, que deux points en quatre matches disputés et vient d'être éliminé précocement de la Coupe arabe par les

Bahreïnais d'Al-Muharraq. Deux autres équipes mal classées, le Paradou AC et l'ASO Chlef, en décrocheront mardi à Bologhine, avec l'objectif de se relancer dans la compétition. Le Paradou, qui a terminé à la 3e place la saison dernière, est actuellement lanterne rouge avec 0 point en trois matches joués. Paradoxalement, cette formation a le vent en poupe en Coupe de la Confédération, en témoigne sa victoire (3-1) dimanche dernier face aux Tunisiens du CS Sfax. L'équipe de Chlef, avant-dernière au classement avec un seul point au compteur en trois matches joués, tentera, elle, de revenir avec un résultat positif du stade Omar-Hamadi d'Alger. A Bordj Bou Arréridj, le CABBA accueillera l'AS Aïn-M'lila dans un match qui s'annonce très disputé entre deux formations qui restent sur des nuls. Le CABBA avait accroché en effet le CSC chez lui (2-2) lors de la précédente journée.

L'ASAM, par contre, avait été tenu en échec à domicile par la JS Saoura (0-0) en match de mise à jour de la 2e journée, disputé lundi dernier. L'US Biskra, équipe du milieu de tableau, accueillera, de son côté, l'USM Bel-Abbès et tentera de mettre à profit les déboires de la formation de la Mekerra, 14e au classement, pour s'imposer. La 5e journée de la Ligue 1 sera tronquée du match USM Alger-JS Saoura qui se jouera ultérieurement.

R.S.

Le programme:

Mardi 24 septembre :
 NCM- CSC (16h00 à huis clos)
 PAC- ASO (17h00)
 JSK- CRB (17h45)
 CABBA- ASAM (18h45)
 USB-USMBA (19h00)
 USMA- JSS (A programmer)

Championnat arabe des clubs de Handball

Faute d'argent, l'ES Arzew décline l'invitation

L'ES Arzew a finalement décliné l'invitation parvenue de l'Union arabe de handball pour prendre part au Championnat arabe des clubs champions, prévu du 23 septembre au 3 octobre à Amman (Jordanie), pour des raisons financières, a-t-on appris dimanche de ce club évoluant en Excellence. «Nous avons frappé à toutes les portes dans l'espoir d'obtenir une aide financière à même de nous permettre de faire le déplacement à Amman, en vain. Du coup, nous n'avons pas d'autres choix que de décliner l'invitation», a déclaré le président de l'ESA, Amine Benmoussa. Le club relevant de la wilaya d'Oran nourrissait de grands espoirs pour faire sa deuxième apparition sur le plan international, après

avoir participé en février 2018 au championnat arabe des clubs champions, déroulé à Sfax (Tunisie) en tant qu'invité également, a regretté le même responsable. La formation de la ville pétrochimique devait aussi accueillir le Championnat arabe des clubs vainqueurs de coupe en mars passé, mais cette édition a été reportée à une date ultérieure, rappelle-t-on. L'absence de l'ESA du rendez-vous jordanien reflète, selon son président, la situation financière très difficile que connaît cette formation qui s'est illustrée la saison passée par des résultats probants au niveau des catégories jeunes. «Les subventions allouées par les autorités locales sont très modestes et ne nous permettent pas de prendre en charge les 250 athlètes

affiliés à notre club, toutes catégories confondues. Nous sommes en train de solliciter des entreprises implantées dans notre ville, réputée pour être une zone industrielle, mais toutes nos démarches dans ce registre se sont avérées infructueuses», a regretté Amine Benmoussa, qui tire la sonnette d'alarme, craignant au passage le pire pour son équipe première lors du prochain championnat, dont le coup d'envoi sera donné dans quelques semaines. «Nous aurons à faire de longs déplacements. Et nous risquons tout simplement de ne pas parvenir à les financer, ce qui nous conduirait à déclarer forfait», a-t-il prévenu. Ce sont d'ailleurs ces mêmes problèmes financiers qui ont failli envoyer l'ESA au purgatoire la saison

passée, puisque cette formation a réussi à préserver sa place parmi l'élite grâce à un meilleur goal-average seulement. «Notre club, qui a organisé jusque-là pas moins de 5 tournois internationaux, a gravi plusieurs échelons en 10 années d'existence. Il ne mérite pas un tel sort, surtout que nous sommes devenus un modèle en matière de formation. Ne serait-ce que pour cela, les autorités concernées devraient nous prêter une attention particulière», a souhaité le même responsable. A souligner qu'en l'absence de l'ESA du Championnat arabe, c'est le Groupement sportif des pétroliers (GSP) qui sera le seul représentant de l'Algérie dans cette compétition à laquelle prennent part huit clubs.

Pour sortir le pays du conflit Réunion sur la Libye jeudi à l'ONU

Les ministres français et italien des Affaires étrangères présideront une réunion sur la Libye jeudi à l'ONU afin d'avancer vers l'organisation d'une conférence internationale visant à sortir ce pays d'un conflit meurtrier, a annoncé dimanche le chef de la diplomatie française.

«Le but c'est d'embrayer sur un processus politique. Il n'y aura pas de solution militaire en Libye», a déclaré Jean-Yves Le Drian lors d'une conférence de presse à la veille de la 74^e Assemblée générale des Nations unies.

«Ceux qui le pensent se trompent et risquent d'entraîner ce pays dans une dérive dramatique», a-t-il ajouté dans une référence apparente au général à la retraite Khalifa Haftar, qui a lancé une offensive sur Tripoli en avril, et aux pays qui soutiennent militairement les différents acteurs du conflit libyen.

Les forces loyales à Haftar ont rejeté le 7 septembre un appel de l'ONU à reprendre des discussions, leur porte-parole estimant qu'une solution militaire était la plus à même de résoudre le conflit. «Il faut arrêter cette spirale et cette réunion sera je l'espère le premier pas vers un processus qui aboutira à une conférence internationale», a poursuivi le ministre français des Affaires étrangères.

Jean-Yves Le Drian et son homologue italien, Luigi Di Maio, présideront cette réunion qui associera aussi les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Allemagne, les Emirats arabes unis, l'Egypte et la Turquie ainsi que des organisations régionales (Union européenne, Union africaine et Ligue arabe).

«Nous sommes totalement en phase avec l'Italie puisque c'est avec mon collègue italien que je vais présider cette réunion», a souligné le ministre français.

L'Italie, ancienne puissance coloniale en Libye, et rivale de la France sur un certain nombre de projets pétroliers dans ce pays, s'est agacée des initiatives prises par le président Emmanuel Macron en 2017 et 2018 pour tenter de résoudre la crise libyenne, et notamment du soutien apporté par Paris à Haftar.

«Haftar, ce n'est pas moi qui vais dire son rôle, ce sont les Libyens» dans le cadre du dialogue interlibyen qui sera organisé à l'issue de la conférence internationale, a également souligné M. Le Drian, interrogé sur ce point.

Certaines puissances sont accusées de mener une guerre par procuration en Libye, plongée dans le chaos depuis la chute en 2011 du régime de Mouammar Kadhafi après une révolte.

Si les Emirats, l'Egypte et l'Arabie Saoudite sont accusés de soutenir Haftar, le Qatar et la Turquie appuient le Gouvernement d'union nationale (GNA) de Fayez al-Sarraj. Selon l'ONU, depuis avril, les combats ont fait 1 093 morts et 5 752 blessés, et forcé 120 000 personnes à quitter leur foyer.

R. K.



Etats-Unis Le chercheur algérien Belgacem Haba obtient son 500^{ème} brevet d'invention



Un chercheur algérien, le Docteur Belgacem Haba, a obtenu récemment son 500^{ème} brevet d'invention aux Etats-Unis d'Amérique dans le domaine des technologies intelligentes, a-t-on appris dimanche auprès de ses proches.

Le brevet a été obtenu auprès de Xperi Corporation, une société basée en Californie et qui octroie des licences de technologies et de propriété intellectuelle.

Avec plus de 1 000 brevets d'invention et d'applications d'invention, le Dr Haba est reconnu comme l'un des plus grands inventeurs au

monde grâce à ses contributions majeures à la communauté mondiale des technologies innovatrices.

Les dernières inventions du scientifique algérien ont porté sur le développement de semi-conducteurs 3D et les technologies d'intégration pour les appareils mobiles, l'informatique, les bases de données et les applications dans les domaines des sciences, des industries et de l'automobile.

Il est à noter que le Dr Haba a fait toutes ses études en Algérie jusqu'à l'obtention de son diplôme de graduation (licence en physique) à l'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene (Usthb).

K. M.

Médéa 12 casemates pour terroristes découvertes

Douze casemates pour terroristes contenant des effets vestimentaires et divers objets ont été découvertes, dimanche à Médéa, par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, le 22 septembre 2019 suite à une opération de fouille et de ratissage à Médéa /1^{ère} Région militaire, 12 casemates pour terroristes contenant des effets vestimentaires et divers objets», précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, «des détachements de l'ANP ont intercepté, lors d'opérations distinctes menées en

coordination avec les services de Douane à Tamanrasset et In Guezzam/6^e RM, 16 individus et saisi 10 groupes électrogènes, huit marteaux-piqueurs, deux détecteurs de métaux, 248 sacs de mélange de pierres et d'or brut, ainsi que trois véhicules tout-terrain, deux camions, une plaque photovoltaïque et un broyeur de pierres», ajoute le MDN.

Par ailleurs, des unités des garde-côtes ont saisi à Mostaganem et Ghazaouet /2^e RM, 67,7 kg de kif traité, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi 100 comprimés de psychotropes et 4 081 unités de différentes boissons à Oran/2^e RM et M'sila/1^{ère} RM, conclut le communiqué.

H. T.

Tunisie Un policier poignardé à mort et un militaire blessé

Un policier a été tué et un militaire blessé hier, d'un coup de couteau à proximité de la Cour d'appel de Bizerte, à 70 km au nord de Tunis, a annoncé le ministère tunisien de l'Intérieur. L'assaillant qui a été arrêté a également blessé un militaire, indique un communiqué du ministère cité par l'agence d'information TAP. Les enquêtes se poursuivent pour élucider les causes de cette attaque.

Cet acte de violence intervient une semaine après le premier tour de l'élection présidentielle anticipée qui a vu l'indépendant Kaïs Saïd

arrivé en tête avec 620 711 voix (18,4%), devantant de 2,8% des voix, Nabil Karoui, candidat du parti Qalb Tounes (Au cœur de la Tunisie) qui a recueilli 525 517 (15,6%). Ils s'affronteront au deuxième tour dont la date n'a pas encore été fixée.

Il coïncide aussi avec l'annonce des décisions de justice concernant les recours intentés contre les résultats préliminaires de l'élection présidentielle anticipée qui devrait avoir lieu, hier.

L. M.

ACTU...

Tipasa

Neutralisation d'une bande spécialisée dans le trafic d'héroïne

Une bande de malfaiteurs spécialisée dans le trafic d'héroïne, au niveau de wilayas du Centre du pays, a été mise hors d'état de nuire par la Gendarmerie nationale à Tipasa, indique hier, un communiqué de ce corps sécuritaire.

«Près de 9 gr d'héroïne et des téléphones portables ont été saisis à l'issue de cette opération ayant permis l'arrestation de six individus, tous présentés devant les autorités judiciaires compétentes», est-il ajouté dans le même document rendu public par la cellule de communication du groupement territorial de la Gendarmerie nationale à Tipasa.

Cette affaire a été mise à jour, est-il précisé, suite à une opération de contrôle d'un taxi par la patrouille de sécurité routière de Douaouda, qui après avoir relevé des signes d'agitation chez l'un des passagers, a procédé à une fouille du véhicule dans lequel fut trouvé un sac transparent contenant trois doses de poudre blanche, outre une plaquette de kif traité, est-il souligné dans le même communiqué.

Les cinq autres éléments de la bande ont été arrêtés à Alger, avec la saisie en leur possession d'une quantité d'héroïne répartie dans de petits sacs prêts à la vente.

L. Y.

Tlemcen

33 kg de kif récupérés en mer

Un colis contenant 33,37 kg de kif traité a été repêché, dimanche soir, par les garde-côtes, flottant dans les eaux du littoral de Honaïne, dans la wilaya de Tlemcen, a-t-on appris hier, de ce corps de sécurité. Lors d'une patrouille, les garde-côtes ont récupéré, à 1 mile au nord de Honaïne (Tlemcen), un colis contenant une quantité de 33,37 kg de kif traité, emballés sous forme de plaquettes, a indiqué la même source. Cette drogue devra être remise à la brigade de la Gendarmerie nationale de Honaïne, a-t-on précisé de même source.

T. L.

Djelfa

Une bande de malfaiteurs démantelée

Une bande de quatre individus, suspectés d'«association de malfaiteurs pour délit de vol», a été mise hors d'état de nuire par la brigade de recherches et d'intervention (BRI) de la Sûreté de wilaya de Djelfa, indique, hier, un communiqué rendu public par la cellule de communication de ce corps sécuritaire. L'opération est été rendue possible suite à une plainte introduite, durant cette semaine, par un citoyen se disant avoir été «victime du vol de son domicile à Djelfa, au niveau duquel des inconnus ont dérobé une somme de 5,1 millions de DA, outre des bijoux et des appareils électroniques», a-t-il indiqué.

Suite à quoi, des investigations ont été immédiatement engagées par la BRI, est-il ajouté dans le même document, signalant l'identification à l'issue de ces investigations, de l'un des suspects, avant son arrestation en compagnie de ses trois complices, avec la restitution de tous les objets volés, est-il précisé. Selon le document, le suspect principal dans cette affaire serait impliqué dans de nombreuses autres affaires similaires ayant fait l'objet de plaintes contre x.

Les quatre prévenus, âgés de 20 à 44 ans, ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Djelfa, qui a ordonné leur mise en détention provisoire, est-il signalé de même source.

M. T.